

Single Market NEWS

The Newsletter of DG XV - Internal Market and Financial Services

No 3

April 1996

EN POINT DE MIRE

- Court clarifies Member States' liability to pay damages for breaches of EC law 2
- New initiative on Simpler Legislation for the Internal Market (SLIM) 4
- Adoption of the contractual netting Directive 8
- Mesures de sauvegarde pour les importations de médicaments d'Espagne rejetées 10
- Proposal to improve rules for commerce and craft professions 12
- New proposal on artists' resale right 13
- Proposition modifiée dessins et modèles 14
- New proposal for Takeovers Directive 16
- Livre vert sur la protection des services cryptés 18
- Adoption de la directive sur la protection des bases de données 20

DOSSIER SPECIAL

INSERT

Reconnaissance des diplômes:
des milliers de citoyens profitent chaque année
du système communautaire



Commission Européenne
European Commission
Europäische Kommission



S O M M A I R E

ACTUALITÉ DU MARCHÉ INTÉRIEUR

- **Court clarifies Member States' liability to pay damages for breaches of EC law** 2
- **New initiative on Simpler Legislation for the Internal Market (SLIM)** 4
 - Information systems for public procurement 5
 - Public procurement: infringement procedure against Austria 5
 - Assurance voiture: éclaircissements sur le Bonus-Malus 6
 - Commission reviews progress on problem solving 7

SERVICES FINANCIERS

- **Adoption of the contractual netting Directive** 8
 - Modification de la directive sur le ratio de solvabilité pour le crédit hypothécaire 9
 - Progress on credit transfers Directive 9
 - Communication on card payment systems due shortly 9

DOSSIER SPÉCIAL / SPECIAL INSERT

- FONCTIONNEMENT DU SYSTEME GÉNÉRAL DE RECONNAISSANCE DES DIPLÔMES VOIR PAGES CENTRALES
- OPERATION OF THE GENERAL SYSTEM OF RECOGNITION OF DIPLOMAS SEE CENTRE PAGES

LIBRE CIRCULATION

- **Mesures de sauvegarde pour les importations de médicaments d'Espagne rejetées** 10
 - Le modèle-type de visa est prêt 10
 - Schengen renforce la lutte contre le terrorisme 11
- **Proposal to improve rules for commerce and craft professions** 12

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

- **New proposal on artists' resale right** 13
- **Proposition modifiée dessins et modèles** 14
 - Certificat complémentaire de protection pour les produits agrochimiques 15

DROITS DES SOCIÉTÉS

- **New proposal for Takeovers Directive** 16

MEDIAS ET SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

- **Livre vert sur la protection des services cryptés** 18
- **Adoption de la directive sur la protection des bases de données** 20
 - Data protection: first steps to implement the Directive 21
 - Conférence sur la propriété intellectuelle dans la Société de l'Information 21
 - Protection of copyright in the Information Society 22
 - Avis du CES sur le livre vert droit d'auteur/droits voisins 22

A LA COUR DE JUSTICE

- La Cour donne le feu vert aux revendeurs indépendants de voitures 23
- Arrêts novembre/décembre 1995 23

AU JOURNAL OFFICIEL CE

24

PUBLICATIONS / AGENDA

par Mario Monti



Pour une approche fiscale mieux coordonnée

La disparité des politiques fiscales des Quinze pose de nombreux problèmes que ce soit en matière de lutte contre le chômage, d'achèvement de l'UEM ou de fonctionnement du Marché Unique. La situation est aujourd'hui devenue critique et il est grand temps qu'un débat de fond soit lancé sur le rôle que doit jouer la fiscalité dans la poursuite des objectifs de l'Union européenne, et, en premier lieu, dans la lutte contre le chômage. La Commission a adopté le 20 mars 1996 un document qui soulève les problèmes que pose le retard enregistré à ce jour dans l'adoption de décisions communes en matière fiscale et identifie les domaines où des progrès sont nécessaires et urgents. Je souhaite vivement que ce document puisse contribuer à lancer un débat constructif entre les Quinze de manière à trouver des solutions concrètes aux problèmes que rencontrent nos entreprises et les citoyens européens du fait des disparités fiscales.

La coordination fiscale au niveau communautaire est freinée par deux grands obstacles: la nécessité d'obtenir le feu vert unanime du Conseil pour toute adoption et l'absence de vision globale. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: 18 propositions de la Commission se trouvent actuellement sur la table du Conseil et 30 ont dû être retirées. La défense apparente de souveraineté nationale en matière fiscale a progressivement conduit à une perte réelle de souveraineté fiscale de chaque Etat membre. Or, un renforcement de la coordination entre les Etats membres en matière de fiscalité aurait permis d'éviter un transfert involontaire de souveraineté de chacun des Etats membres aux forces du marché, avec à la clé des incidences négatives sur la stabilité fiscale, l'emploi et le fonctionnement du Marché Unique.

Entre 1980 et 1993, la charge fiscale effective sur l'emploi pour l'ensemble de l'Union a augmenté d'environ 20%, tandis que le même indicateur pour les autres facteurs de production - essentiellement le capital et le travail autonome - a diminué de plus de 10%. Cette évolution, qui nuit à l'emploi, est provoquée, d'une part, par la concurrence fiscale entre Etats membres face à la libéralisation des mouvements des capitaux, et, d'autre part, par le développement de l'économie parallèle (transfert des bases imposables vers le marché noir). Le premier phénomène est dû aux écarts existant entre les taux d'imposition effectifs des Etats membres et le second à l'alourdissement de la pression fiscale. Les écarts importants entre les régimes fiscaux appliqués par les Etats membres ont donc une incidence négative sur le coût du travail et l'emploi, mais également sur le fonctionnement du Marché Unique. La suppression des entraves fiscales se traduirait par des avantages économiques et des simplifications administratives pour les citoyens et les entreprises, tout en prévenant l'évasion et la fraude fiscale et contribuant ainsi à assurer la stabilité des recettes.

L'interrelation qui existe entre la politique fiscale, d'une part, et le Marché Unique, l'UEM et la lutte contre le chômage, d'autre part, renforce de l'avis de la Commission la nécessité d'une approche mieux coordonnée au niveau européen. Des progrès considérables doivent être accomplis pour éliminer les distorsions dans le cadre du Marché Unique, tant en matière de fiscalité indirecte que directe. Je suis convaincu que les décisions dans les domaines spécifiques seront facilitées si elles sont encadrées dans une vision globale de la politique fiscale dans le contexte plus vaste des politiques communautaires, prenant en considération les inconvénients économiques et sociaux qui résultent de la non-prise de décision.

Mario Monti

Breaches of Co

EU Court clarifies Member S

Résumé

La Cour de Justice a rendu le 5 mars 1996 un arrêt très important qui clarifie le fait que des particuliers ou des entreprises peuvent obtenir des dommages et intérêts de la part d'un Etat membre qui a violé les droits qui leurs sont conférés par la législation communautaire. Grâce à cette clarification, il sera désormais plus facile pour les particuliers et les entreprises de porter plainte devant les tribunaux nationaux et d'obtenir une juste réparation des dommages causés par une violation du droit communautaire, qu'il s'agisse d'une directive ou des règles générales du Traité CE. En l'occurrence, l'arrêt concerne deux affaires jointes qui portent toutes deux sur des violations des règles du marché unique, à savoir la libre circulation des marchandises et la liberté d'établissement. Cet arrêt représente une avancée significative vers une meilleure application du droit communautaire et, partant, vers une meilleure protection des droits conférés aux particuliers et aux entreprises.

The rights of individuals and companies to seek financial compensation from Member States for losses arising from breaches of Community law (including Single Market rules) were clarified in a key ruling handed down by the Court of Justice on 5 March 1996. This clarification is likely to make it easier for individuals and companies to challenge breaches of Community law before national courts and obtain damages. The ruling, which concerned two joined cases (Brasserie du Pêcheur - C-46/93 - and Factortame - C/48/93), represents a significant step forward to ensuring the full effectiveness of Community rules, and to protecting the rights of individuals and companies.

Breaches of primary Community law

The Court of Justice had already established in its ruling on the Francovich case (19 November 1991) that Member States have to make good loss and damage caused to individuals and companies by breaches of Community secondary legislation (Directives) which have not been transposed into national law. The latest ruling makes clear Member States can also be liable to make good damages arising from breaches of primary Community law, in other words rules laid down in the EC Treaty itself, which are directly applicable without implementing legislation. The new ruling also makes clear that Member States may be liable for breaches of Community law attributable to legislative as well as executive bodies, and that Member States must ensure that legal means of redress exists for breaches of Community law under conditions no less favourable than for breaches of national law. Finally, the Court clarifies that the State can be liable for financial compensation for loss or damage without the plaintiff having to prove that the State body responsible for a violation of Community law was negligent or acted intentionally.

The 5 March ruling concerned damages for breaches of two EC Treaty rules essential for the functioning of the Single Market, namely the prohibition of non-tariff barriers to the free movement of goods (Article 30) and the right of establishment (Article 52).

In the 'Brasserie du Pêcheur' case, a French brewery was seeking damages from Germany, which according to a 1987 judgement of the Court in case 178/84, had infringed Article 30 by insisting that imported beers respect its purity laws for beer, irrespective of whether they were legally manufactured and/or marketed in other Member States. In the 'Factortame' case, a series of Spanish companies operating fishing vessels were seeking damages after the Court had ruled in 1991 in case C-221/89 that the UK had violated Article 52 by refusing these companies the right to establish themselves in the UK. Both cases concerned questions referred to the Court of Justice by national courts.

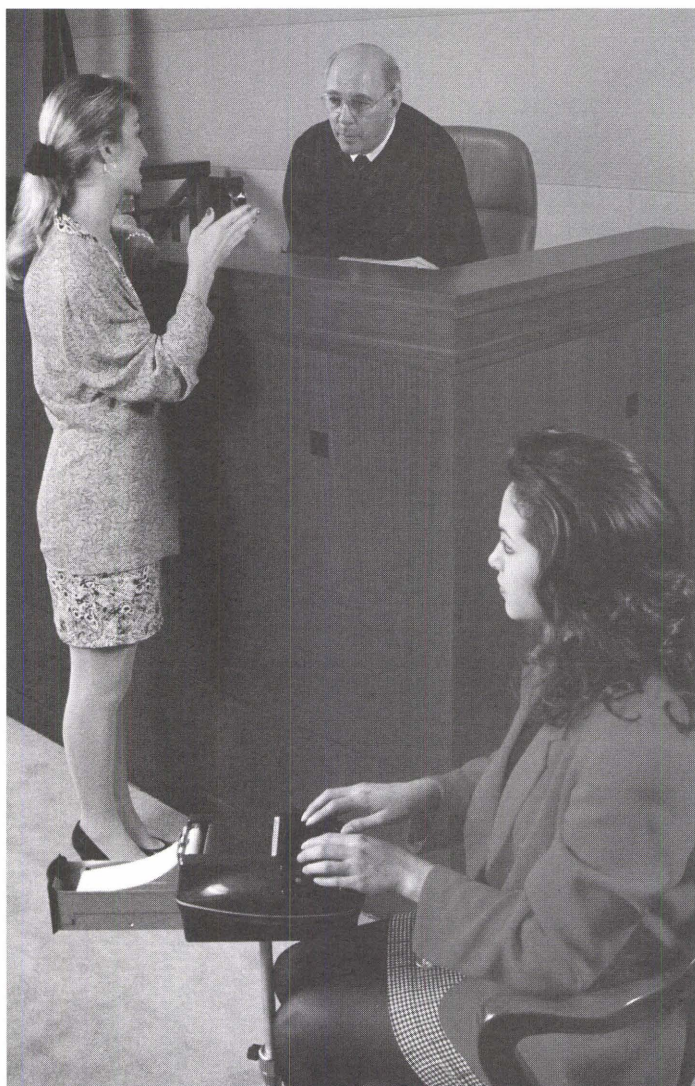
In its 5 March judgement, the Court ruled that the State is liable to make good the loss and damage caused to individuals if three conditions are met:

- 1) the rule of Community law which has been infringed shall entail the granting of rights to individuals
- 2) the infringement is sufficiently serious
- 3) there is a direct causal link between the breach of the State's obligation under Community law and the loss and damage suffered by the injured parties.

The Court considered that Articles 30 and 52 of the EC Treaty clearly entail the grant of rights to individuals and therefore fulfil the first condition for State liability. With regard to the second condition, that the infringement must be sufficiently serious and manifest, the EU Court stated that it was up to the national courts to establish the facts of the cases and assess the seriousness of the infringements, but nevertheless established some guidelines.

Community law:

States' liability to pay damages



For example, in the fishing vessels case, the Court of Justice suggested that the High Court, which had referred the questions, should take into account a number of factors such as the legal controversies arising from the Common Fisheries Policy and the Commission's opinion, but that the nationality requirement to register fishing vessels under the Merchant Shipping Act constituted a discrimination directly contrary to Community law.

The Court held that an infringement is always sufficiently serious when the Community rule in question has been the object of a Court of Justice decision on an infringement, a preliminary ruling or well-established case law on the matter. However, it also ruled that a serious and manifest infringement could also exist in

the absence of a specific ruling by the EU Court, depending on the degree of clarity and precision of the EC rule in question, the nature of the State's infringement and the existence of Community measures which may have contributed to the infringement.

With regard to the third condition for State liability, the Court ruled that it was for the national courts to verify whether a direct causal link existed between the breach of the State's obligation and the loss and damage suffered by the injured party.

Financial compensation

Financial compensation for damages which the individual suffers as a result of the breach of Community law must ensure efficient protection of the individual's rights, the Court ruled. In the absence of Community law in this field, it is for the national legal order to establish the criteria to determine on what basis compensation is awarded to the plaintiff.

These conditions must not be less favourable for breaches of Community law than in cases where actions are brought under national law, and must not make the recovery of damages for injuries suffered impossible or excessively difficult. That said, the Court indicated that the national court could take into account whether the plaintiff has taken reasonable measures to avoid or mitigate his losses, and in particular whether he has invoked all legal means of redress. On the other hand, the Member State may be obliged to compensate the plaintiff for his loss of profit during the period of the infringement (for example, as a result of being unfairly excluded from a market).

Resümee

Am 5. März 1996 hat der Gerichtshof ein wegweisendes Urteil erlassen, dem zufolge Privatpersonen oder Unternehmen von einem Mitgliedstaat, der ihnen nach dem Gemeinschaftsrecht zustehende Ansprüche verletzt hat, Schadenersatz verlangen können. Dank dieser Klarstellung wird es für Privatpersonen und Unternehmen von nun an ein-facher sein, Klage vor den nationalen Gerichten zu erheben und einen gerechten Ersatz des durch einen Verstoß gegen das Gemeinschaftsrecht - Richtlinie oder allgemeine Vorschriften des EG-Vertrags - verursachten Schadens zu erhalten. Im vorliegenden Fall handelte es sich um zwei verbundene Rechtssachen, die beide Verstöße gegen die Binnenmarktregeln, und zwar gegen den freien Warenverkehr und die Niederlassungsfreiheit, betrafen. Dieses Urteil ist ein wesentlicher Schritt auf dem Weg zu einer besseren Anwendung des Gemeinschaftsrechts und damit zu einem besseren Rechtsschutz für Private und Unternehmen.

For more information,
please contact
Peter Wessman
DG XV/B/I
TEL: (+32.2)299 12 27
FAX: (+32.2)295 71 91
E-mail: BI@dg15.cec.be

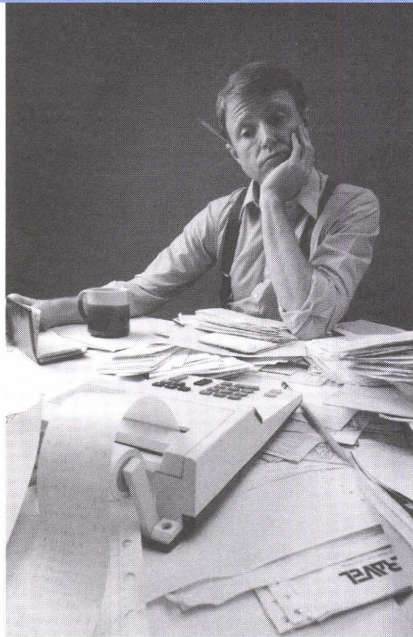
Red tape:

Initiative on Simpler Legislation for the Internal Market

An initiative on *Simpler Legislation for the Internal Market (SLIM)* was launched by the Commission on 27 March 1996. The main objective of SLIM is to take practical steps towards simpler and more effective Community legislation for the Single Market in order to generate employment and improve the competitiveness of European business, in line with President Santer's employment initiative. The total costs of administrative and regulatory compliance on all EU enterprises have been estimated at 150-250 billion Ecus every year.

SLIM teams, comprising representatives of the Commission, Member States and those directly affected by the legislation (industry, small and medium-sized enterprises, consumers), will start work identifying where legislation can be simplified in a limited number of targeted areas. During the initial pilot phase, the SLIM teams will be working on the system for collecting data on intra-Community trade (Intrastat), certain plant legislation, technical rules for construction products and recognition of diplomas. On the basis of the results of the SLIM teams' work, concrete proposals for simplification will be made to the November 1996 Internal Market Council. If the SLIM exercise is successful, the approach can be extended to other areas.

"The SLIM initiative is politically opportune, as it responds to demands from both Member States and industry for rapid action and concrete results", commented Single Market Commissioner Mario Monti. "These demands are directly linked to the need to promote growth and employment in the Union. I am delighted that the Commission has been able to set this initiative in motion so soon after the call for concrete simplification measures in priority sectors was issued by the 24 February informal meeting of Internal Market Ministers. SLIM's innovative approach, with the Commission, Member States and companies working together on targeted sectors, should ensure concrete



results within a short period. SLIM also provides additional focus and impetus for other existing and forthcoming legislative simplification initiatives".

Concrete proposals by November 1996

Each SLIM team will be chaired by a Commission representative personally nominated by the responsible Commissioner. Other team members will come from interested Member States and from those directly affected by the rules in question (such as companies and consumers). SLIM focuses on a narrow field of sectors, which have been identified by Member States and industry as requiring simplification, in order to ensure rapid progress. This avoids spreading the net too widely. Only when work is finished on these sectors will the initiative move on to other sectors. The SLIM teams will be working to clear deadlines, so as to have concrete simplification proposals ready for the November Internal Market Council.

The way that SLIM brings together the Commission, Member States and industry in an informal way is a major innovation. Up to now, the Commission, Member States and industry have been working on simplification - but mostly separately and not in tandem. By bringing them together, the Commission expects the exercise to be more constructive and to bring rapid, concrete results.

For more information,
please contact
Anthony Dempsey,
DG XVI/A-I
TEL: (+32.2)295 73 57
FAX: (+32.2)296 09 50
E-mail: A1@dg15.cec.be

Information systems for public procurement:

SIMAP - Electronic Tendering

Community policy on public procurement aims to help public authorities and utilities deliver to Europe's citizens higher quality services at lower cost by bringing the benefits of the Single Market to public procurement. Directives lay down a framework for public procurement procedures based on the principles of non-discrimination, competition and transparency of award procedures. Common rules for advertising procurement needs, invitations to tender and contract awards in a supplement to the Official Journal and in the Tenders Electronic Daily (TED) database are a key part of the policy. Over 120,000 procurement notices were published during 1995.

The SIMAP project, which will cover the whole procurement life cycle from the notification procedure and dissemination, to monitoring and electronic tendering, was set up to improve the information systems supporting public procurement. It will provide a more efficient infrastructure for the effective collection, distribution and exchange of public procurement information. Since November 1995 some 80 public authorities and utilities have been taking part in a SIMAP pilot project using standard electronic forms to transmit information by electronic mail to the

Official Journal. An important element in the SIMAP project is the Common Procurement Vocabulary (CPV) which is designed to help contracting entities describe the subject-matter of contracts precisely and comprehensively. This will improve the quality of the information sent by the entities, allow automatic processing and translation into all the Union's languages and enable suppliers to identify more quickly and easily those contract opportunities of interest to their firm.

In parallel new and improved ways of publishing the information are being investigated. The daily supplement to the Official Journal is now often more than 300 pages long, making it difficult for companies to find the details of those contracts for which they might want to bid. New means of publishing such as CD-ROM and the Internet will be explored. Within SIMAP, electronic tendering or the direct exchange of information between purchasers and suppliers is of prime importance. The project is currently defining the conditions for pan-European implementation.

The Commission is planning to present a Communication to Council and Parliament on the use of information technology in public procurement before the end of 1996.

For more information,
please contact
Paraskevi Michou
DG XV/B-4
TEL: (+32.2)295 34 37
FAX: (+32.2)295 01 27
E-mail: B4@dg15.cec.be

Public procurement:

Infringement proceedings against Austria

The Commission sent a reasoned opinion (the second stage of infringement proceedings under Article 169 of the EC Treaty) to the Austrian authorities on February 21st 1996 for failure to apply correctly Community rules on public procurement. The case concerns the removal of the whole administration of the Land of Niederösterreich from Vienna to the new capital of that Land, St. Pölten. The regional government of Niederösterreich decided to build an entirely new "administrative district". The procedures contain a multitude of infringements such

as non-publication of tenders in the Official Journal, local preferences, non-publication of the award criteria, and a regional law providing for an exemption clause which is not compatible with Community Law.

At a meeting held in Vienna in November 1995, the Commission insisted that the relevant Community legislation should be applied immediately. Despite this, the Austrian authorities' reply to the letter of formal notice sent on 15 December 1995 was not entirely satisfactory.

For more information,
please contact
Matthias Petschke
DG XV-B3
TEL: (+32.2)296 68 67
FAX: (+32.2)296 09 62
E-mail: B3@dg15.cec.be

Assurance voiture:

Eclaircissements concernant le système "Bonus-Malus"

Certains journaux ont répercuté récemment des informations selon lesquelles la Commission veut supprimer les systèmes de Bonus-Malus appliqués dans certains Etats membres dans le domaine de l'assurance automobile obligatoire. Le système du Bonus-Malus, qui pénalise les mauvais conducteurs et récompense les bons conducteurs (les premiers payant une prime d'assurance plus élevée que les seconds), est pratiqué dans beaucoup d'Etats membres sous des formes diverses. En Belgique, en France et en Finlande le système est uniforme et obligatoire. Dans d'autres pays, notamment l'Allemagne, il résulte d'un accord de marché, tandis qu'en Irlande, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Espagne, en Italie et en Autriche, il est libre, c'est-à-dire que c'est aux compagnies d'assurance de décider d'utiliser ou non ce système.

Dans ces articles, le système d'assurance de l'Union européenne était présenté comme constituant une menace pour le système de Bonus-Malus. Ceci est faux. La 3ème directive assurance non-vie (92/49/CEE), qui achève le marché intérieur de l'assurance, prévoit la liberté tarifaire et la suppression des contrôles préalables ou systématiques sur les tarifs et les contrats d'assurance non-vie, y compris l'assurance automobile. Elle prévoit que les compagnies d'assurance fixent librement leurs tarifs et leurs conditions d'assurance et facilite les démarches aux compagnies d'un Etat membre qui veulent offrir leurs polices dans un autre Etat membre ce qui stimule la concurrence sur les prix et augmente le choix des consommateurs.

Cette directive stipule que les Etats membres n'ont pas le droit d'imposer un système tarifaire aux entreprises. Et, de fait, le système de Bonus-Malus est un élément du système tarifaire de l'assurance automobile obligatoire. Il en découle que les Etats membres n'ont pas le droit d'imposer aux compagnies d'assurance d'utiliser des systèmes pour le calcul de leur police d'assurance. Par contre, la directive n'empêche pas les Etats membres de maintenir les systèmes de Bonus-Malus de manière non-uniforme et non-



obligatoire. Selon la directive, c'est aux assureurs de décider quel système ou critères ils veulent utiliser pour pénaliser les mauvais conducteurs. Seuls les systèmes uniformes et obligatoires de Bonus-Malus appliqués en France, en Belgique et en Finlande ne semblent pas conformes aux exigences de la directive qui est entrée en vigueur le 1er juillet 1994.

Le bâton et la carotte: un système dont l'efficacité n'est pas démontrée

L'argumentation selon laquelle les systèmes obligatoires de Bonus-Malus rendent les conducteurs plus prudents et favorisent la baisse des accidents de la route n'est pas fondée. Il n'existe pas de statistique prouvant qu'il y a moins d'accidents de la route dans les pays qui appliquent un système de Bonus-Malus obligatoire par rapport aux pays qui laissent le choix aux compagnies d'assurances elles-mêmes. En Espagne, où le système obligatoire de Bonus-Malus a été aboli en 1984, le nombre d'accidents est passé, selon des statistiques officielles, de 110.000 en 1989 (7.118 morts) à 78.400 (5.615 morts) en 1994, ce qui semble démontrer qu'il n'y a pas de lien de cause à effet.

Pour plus d'informations,
vous pouvez contacter
Manuel De Frutos Gomez,
DG XV/C-2
TEL: (+32.2)296 16 50
FAX: (+32.2)295 65 00
E-mail: C2@dg15.cec.be

Trade barriers:

Commission reviews cooperation on problem solving

The main networks are now in place to permit informal cooperation and mutual assistance between Member States' administrations on solving practical problems arising from barriers to the free movement of goods, services and labour within the Single Market. This is the main conclusion to be drawn from the progress report just adopted by the European Commission on efforts to improve the enforcement of Community law on the Single Market by promoting such informal problem solving. These efforts were initiated by a Council Resolution of 16 June 1994, which was in turn prompted by calls from business and individuals for fast and effective remedies to problems encountered in the Single Market.

In line with the 1994 Council Resolution, Member States have notified to the Commission some 1200 contact points in their administrations dealing with enforcement of Single Market rules in 18 priority areas (see table). The idea is that when an administration dealing with the enforcement of one particular area of Single Market rules encounters a problem or has a question concerning a good, service or person from

another Member State, they know which contact point in the relevant administration to get in touch with to try to resolve the issue.

The report's other conclusions are that:

- rules of the game must be established for the exchange of information as part of enforcement cooperation
- remaining gaps on the contact point network must be filled, and Member States should keep them up to date
- Member States should communicate much more information on enforcement structures
- Member States should establish contact points for the public and for small and medium-sized enterprises, so that the contact points system can yield its full benefits (this was already called for in the Council Resolution of 10 October 1994 on SMEs)
- if, in certain sectors, there is insufficient enforcement, even with a maximum of "voluntary" cooperation, EC legislation will be needed, and the Commission will be urgently examining this question in the areas concerned.

Notifications of contact points for each area, by Member State as at 22.03.96

Member State:	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
1. Technical harmonization: directives to remove barriers to trade				P				P							
2. Public procurement															
3. Firearms															
4. Dual use goods															
5. General Product Safety Directive															
6. Telecommunications								P							
7. Foodstuffs, animal and plant health, veterinary medicines a) foodstuffs b) veterinary controls c) phytosanitary controls d) veterinary medicines															
8. Notification of technical regulations - Directive 83/189															
9. Customs and Excise															
10. Taxation a) direct taxation b) indirect taxation									P			P			P
11. Drug precursors															
12. Cultural goods															
13. Right of establishment															
14. Company law															
15. Insurance, banking, securities															P
16. Intellectual property															
17. Broadcasting															
18. Transport		P		P		P							P	P	

(P = partial notification for area; black square = not notified yet; all others notified)

References:
COM(96)20 final du
29/01/96

For more information,
please contact Tom Massie
DG XV/A-I

TEL: (+32.2)295 37 44
FAX: (+32.2)296 09 50
E-mail: AI@dg15.cec.be

Derivatives:

Contractual netting Directive adopted

Résumé

La directive sur les contrats de novation et les conventions de compensation ("contractual netting") a été adoptée par le Conseil le 26 février 1996. Cette directive permet aux autorités compétentes de prévoir des exigences en fonds propres réduites mais plus appropriées aux risques de crédit liés aux instruments dérivés négociés de gré à gré. Ainsi, les établissements de crédit de l'Union pourront concurrencer leurs homologues des pays tiers sur un pied d'égalité. De même, les établissements de crédits et les sociétés d'investissement seront encouragés à utiliser davantage les conventions de "netting" ce qui aura pour effet de réduire les risques de crédit et, partant, le risque systémique sur le marché des instruments dérivés. Cette directive doit être mise en oeuvre par les Etats membres avant le 30 juin 1996.

References:

Document of the Council
N°4339/96 Rev.1
of 26 January 1996

For more information,
please contact
Helmut Bauer DG XV/C-1
TEL: (+32.2)296 50 26
FAX: (+32.2)295 65 00
E-mail: CI@dgl5.cec.be

The Directive on contractual netting was adopted by the Council on 26 February 1996. This Directive allows EU credit institutions to compete on equal terms with their counterparts from other countries. The new rules are also to encourage wider use of netting agreements by credit institutions and investment firms thus reducing credit and consequently systemic risk in derivatives markets. This will be achieved through reduced but more realistic capital requirements for the credit risks inherent in over-the-counter derivatives instruments. The Directive, which amends the Solvency Ratio Directive (89/647/EEC), must be implemented by Member States by 30 June 1996.

Bilateral netting agreements reduce credit risk by the offsetting of mutual claims and liabilities from pending over-the-counter (OTC) derivative contracts such as interest rate- and foreign exchange-related swaps, options and forwards. OTC derivatives are those traded between individual counterparties (including non-bank bodies) as opposed to standardised derivatives traded on an exchange.

The Solvency Ratio Directive already provides for the recognition by competent authorities of one particular type of bilateral netting agreement, namely agreements based on "novation". Netting by novation creates a new single contract which replaces the old contracts covered by the novation.

The new rules

The new amendments to the Directive enable Member States to allow their banks, when assessing the compulsory capital cover for credit risks from OTC derivatives, to take into account the risk reducing effect of types of bilateral netting agreements other than netting by novation. In particular it allows for recognition of "bilateral close-out" netting, provided

the unconditional enforceability of the contractual netting is proven. Under these alternative netting arrangements, the different contracts included in the agreement remain legally untouched until close-out and off-setting of the mutual claims and liabilities is triggered by the default of one of the counterparties.

The new rules correspond to a July 1994 amendment to the Basle Capital Accord which was agreed by the Committee on Banking Supervision of the Bank of International Settlements (BIS) in 1988¹.

Competition on equal terms

In the absence of the new Directive, EU credit institutions had to respect higher capital requirements than competitors from non-EU countries applying the new Basle rules on contractual netting. EU credit institutions could therefore suffer a competitive disadvantage.

A recent BIS survey indicated that at the end of March 1995 the global OTC derivatives market was worth \$40,700 billion. More than half the total value of derivatives trading is based on currency exchange rates and one third on interest rate-based contracts.

¹ The Basle Committee on Banking Supervision was established by the central bank Governors of the Group of Ten countries in 1975. The Capital Accord agreed by the Committee in July 1988 recommends capital requirements for banks which evolved to globally accepted standards implemented in the national legislation of a large number of countries.

Resümee

Der Rat hat am 26. Februar 1996 die Richtlinie über Schuldumwandlungsverträge und Aufrechnungsvereinbarungen ("vertragliches Netting") erlassen. Die Richtlinie erlaubt den zuständigen Behörden für die eine "Netting" Vereinbarung einzubezogenen außerbörslichen Finanzderivaten hinsichtlich der bestehenden Kreditrisiken verminderte, jedoch den Risiken angemessene Kapitalanforderungen vorzusehen. Hierdurch wird den Kreditinstituten der Union die Möglichkeit eröffnet mit ihren Gegenspieler aus Drittländern auf der Grundlage gleichen Wettbewerbsbedingungen zu konkurrieren. Zugleich ist für Kreditinstitute und Wertpapierfirmen ein Anreiz gegeben, vermehrt auf "Netting"-Vereinbarungen zurückzugreifen, wodurch eine Reduzierung der Kreditrisiken und damit auch des Systemrisikos auf den Märkten für Finanzderivate erzielt wird. Die Mitgliedstaaten müssen die Richtlinie bis zum 30. Juni 1996 in innerstaatliches Recht umsetzen.

Crédit hypothécaire commercial:

Modification de la directive "ratio de solvabilité"

IN BRIEF

Communication soon on card payment systems and other payment facilities

Commission plans for a Communication covering the area of card payment systems (including pre-paid multi-purpose cards) and other payment facilities (including home banking and "electronic cash") were announced by Financial Services Commissioner Mario Monti at a speech in Milan on 22 March 1996. The Commission intends to review and update the November 1988 Commission Recommendation concerning payment systems (References: EC Official Journal N°L317 of 24/11/1988) and in particular the relationship between card holders and card issuers, Mr Monti added.

For more information, please contact
Laura Mosca
DG XVI/C-4
TEL: (+32.2)296 16 61
FAX: (+32.2)295 07 50
E-mail: C4@dg15.cec.be

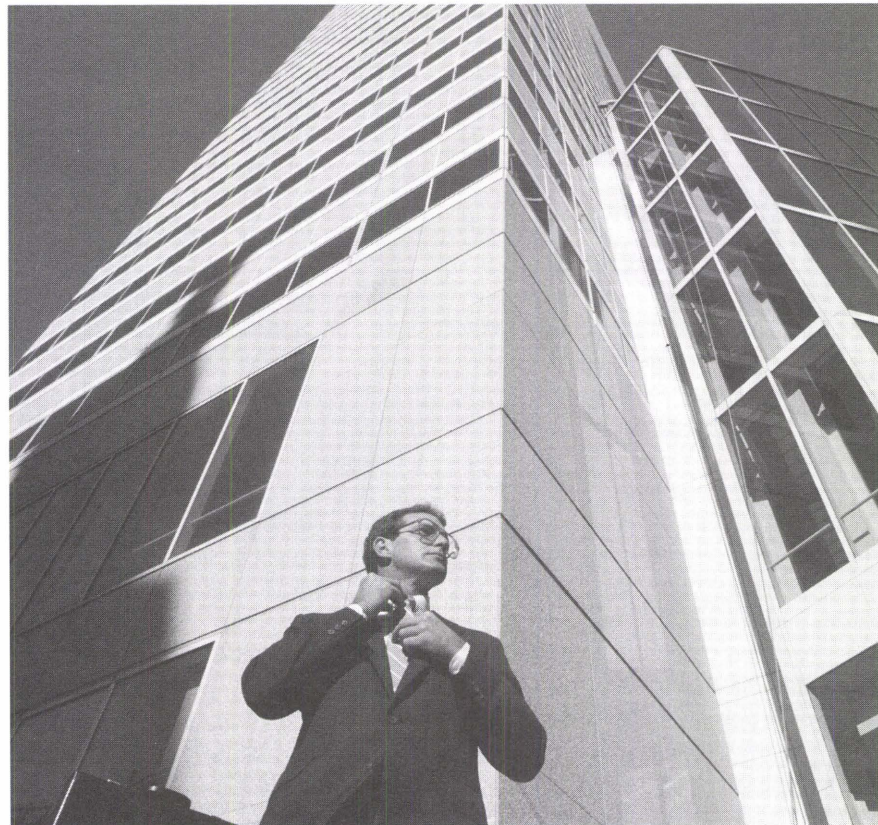
Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Udo Bader DG XVI/C-1
TEL: (+32.2)295 47 49
FAX: (+32.2)295 65 00
E-mail: C1@dg15.cec.be

La Commission a adopté le 24 janvier 1996 une proposition de modification de la directive sur le ratio de solvabilité en vue de permettre à tous les Etats membres qui le souhaitent, pendant une période transitoire se terminant en 2001, d'appliquer au crédit hypothécaire commercial et aux titres garantis par les créances hypothécaires la pondération des risques à 50%.

La directive 89/647/CEE relative au ratio de solvabilité des établissements de crédit vise à harmoniser la surveillance prudentielle et à renforcer les normes de solvabilité des établissements de crédit de l'Union européenne de manière à protéger les déposants et investisseurs, tout en assurant la stabilité du secteur bancaire. Le ratio de solvabilité est une mesure prudentielle qui met en relation, d'un côté, les actifs et les éléments hors bilan présentant des risques de crédit, et de l'autre, les fonds propres de l'établissement de crédit.

Actuellement, la directive prévoit une pondération de 100% pour le crédit hypothécaire non résidentiel sauf pour quatre Etats membres - Danemark,

Allemagne, Grèce et Autriche - qui pouvaient accorder pendant une période transitoire une pondération préférentielle à 50%. La Commission propose d'étendre à tous les Etats membres la possibilité de pondérer certains crédits hypothécaires commerciaux à 50%. Ceci éviterait que les quatre Etats membres qui accordent déjà la pondération à 50% ne subissent des conséquences macro-économiques négatives et assurerait des conditions de concurrence égales à l'intérieur de l'Union. L'expérience acquise par les quatre Etats membres en question montre que ce régime n'a donné lieu à aucune difficulté particulière et, en outre, la Commission a prévu d'ajouter certaines conditions contraignantes supplémentaires - notamment l'exclusion des prêts aux promoteurs immobiliers - pour limiter les risques de défaillance. La Commission propose également la possibilité de pondérer les titres garantis par les créances hypothécaires ("mortgage backed securities") à 50% s'ils répondent aux mêmes conditions strictes que le crédit hypothécaire résidentiel ou commercial.



IN BRIEF

Progress on credit transfers Directive

The proposal for a Directive on cross-border credit transfers (references: EC Official Journal N°C360 of 17/12/1994) should be adopted by the Council in the first half of 1996, following European Parliament's second reading in March. The proposal aims at encouraging banks to offer transparent



terms and conditions to customers wishing to make cross-border payments through the banking system and at requiring that the following minimum conditions in particular are met: the right to have the payment delivered within 5 days to the beneficiary's bank; the right not to have sums (e.g. fees) deducted from the payment without the customer's express consent and the right to receive reimbursement of the sum sent in case a transfer gets lost.

For more information, please contact
Alessandro Dona
DG XVI/C-4
TEL: (+32.2)295 94 62
FAX: (+32.2)295 07 50
E-mail: C4@dg15.cec.be

Produits pharmaceutiques

Demandes de mesure

EN BREF

La confection du modèle type du visa uniforme est terminée

La Commission a adopté le 7 février 1996 l'ensemble des spécifications techniques de haut niveau destinées à la fabrication par les Etats membres du modèle type du visa uniforme créé par le Règlement CE n° 1683/95 du 29 mai 1995. Toutes ces spécifications, par nature confidentielles pour répondre aux impératifs de sécurité contre la contrefaçon et la falsification, n'ont pas été publiées au Journal Officiel mais notifiées le 7 mars 1996 par la Commission aux Etats membres, à charge pour ces derniers de les communiquer aux organismes désignés pour l'impression des visas. La mise en service de ce nouveau modèle de visa, qui sera dans un premier temps utilisé pour les visas à validité nationale ou à validité pour plusieurs Etats (BENELUX ou Schengen), est prévue pour septembre 1996.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Anne-Sylvie Delouvrier DG XVI/A-3
TEL: (+32.2) 299 44 51
FAX: (+32.2) 295 60 90
E-mail: A3@dgl5.cec.be

¹ Journal Officiel CE
N° L 184 du 14/7/1995,
p. 1.

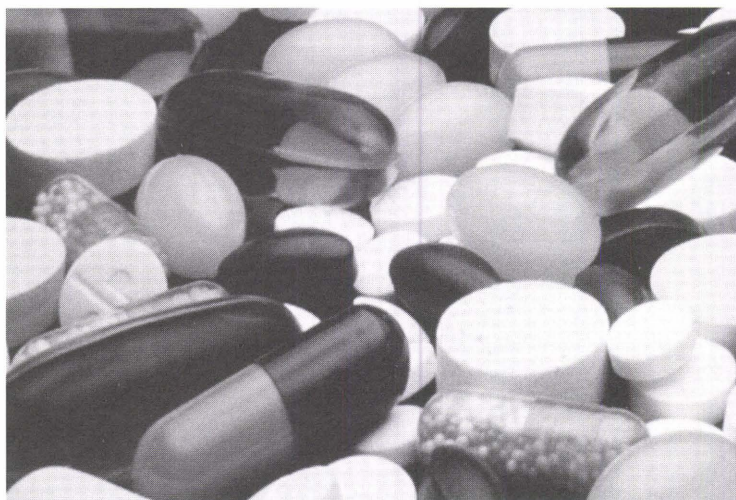
La Commission a décidé le 20 décembre 1995 de rejeter les demandes de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Irlande et du Royaume-Uni à être autorisés à adopter des mesures de sauvegarde en vertu de l'article 379 de l'Acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, à l'encontre de produits pharmaceutiques en provenance d'Espagne. L'Italie, les Pays Bas et la Suède se sont ralliés aux soucis exprimés dans les sept demandes précitées, sans cependant introduire de demande formelle.

Le Contexte

L'article 379 de l'Acte d'adhésion prévoit, entre autres, que tout Etat membre peut demander à la Commission à être autorisé à adopter des mesures de sauvegarde à l'égard de l'un ou des deux nouveaux Etats membres (Espagne et Portugal), en cas de difficultés graves susceptibles de persister dans un secteur de l'activité économique. Cette possibilité était ouverte jusqu'au 31 décembre 1995 pour les produits pour lesquels l'Acte d'adhésion prévoyait des mesures dérogatoires transitoires d'une durée équivalente.

Dans le cas présent, l'Espagne était le pays visé et le secteur économique concerné, les produits pharmaceutiques faisant l'objet d'une mesure dérogatoire transitoire prévue par l'Acte d'adhésion, à l'article 47. Cet article est d'application jusqu'à la fin de la troisième année après l'introduction par l'Espagne de la brevetabilité des produits pharmaceutiques.

L'article 47 a été inséré dans l'Acte d'adhésion pour éviter que les titulaires de brevet ne soient pénalisés pendant la période durant laquelle l'Espagne devait se conformer à ses obligations au titre de la Convention de Munich sur le brevet européen. Il prévoit, en fait une période transitoire pendant laquelle le principe de l'épuisement des droits que confère un brevet à son titulaire, tel que défini par la



Cour de Justice dans son arrêt Merck/Stephar (Affaire 187/80 Rec. 1981, p. 2063 - Att. 14), n'est pas d'application. L'article 47 ne confère qu'une faculté au titulaire de brevet qui peut être exercée selon les modalités et procédures définies par le droit national. Les produits pharmaceutiques concernés étaient ceux qui étaient susceptibles d'être importés d'Espagne par des circuits parallèles, généralement commercialisés en Espagne avant 1992 et encore protégés par un brevet dans un autre Etat membre. Il est clair que les produits concernés ne comprenaient pas les copies fabriquées en Espagne sans le consentement du titulaire de brevet qui peut légalement s'opposer à la commercialisation de ces copies dans les Etats membres concernés, sans qu'il y ait matière à appliquer l'article 47.

Les demandes des Etats membres

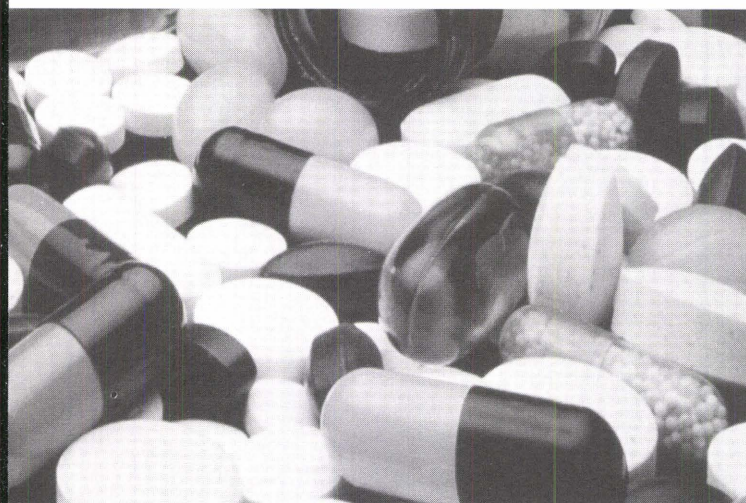
La raison principale de ces demandes réside dans l'expiration de la protection dont bénéficient les produits pharmaceutiques concernés au titre de l'article 47. L'Espagne n'a introduit la brevetabilité des produits pharmaceutiques sur son territoire que le 7 octobre 1992. Compte tenu de l'absence de rétroactivité de cette loi, les produits brevetés dans les autres Etats membres et commercialisés en Espagne avant cette date peuvent être copiés en Espagne en toute légalité. Les Etats membres demandeurs ont indiqué que la commercialisation de ces copies provoquait une diminution importante des prix des produits pharmaceutiques en

Resümee

Die Kommission hat am 20. Dezember 1995 beschlossen, die Anträge Deutschlands, Österreichs, Belgiens, Frankreichs, Irlands und des Vereinigten Königreichs auf Schutzmaßnahmen gemäß Artikel 379 der Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals gegen Arzneimittelimporte aus Spanien abzulehnen. Nach Auffassung der Kommission ist Artikel 379 eng auszulegen. Er findet im vorliegenden Fall keine Anwendung, da Schutzmaßnahmen zeitlich nicht über die gesetzte Frist hinaus ausgedehnt werden dürfen.

en provenance d'Espagne:

le sauvegarde rejetées



Espagne par rapport aux prix pratiqués sur leurs marchés pour les mêmes produits, favorisant ainsi les importations parallèles.

Summary

The Commission decided on 20 December 1995 to reject the requests of Germany, Austria, Belgium, Denmark, France, Ireland and the United Kingdom to be allowed to adopt safeguard measures under Article 379 of the Act of Accession of Spain and Portugal against pharmaceuticals imported from Spain. The Commission considered that Article 379 did not apply in this case because it has to be interpreted in a restrictive way and because safeguard measures cannot be extended beyond the time limit foreseen.

Par ailleurs, selon ces Etats membres, le délai de protection dont bénéficiaient les produits encore brevetés dans les autres Etats membres au sens de l'article 47, a expiré le 7 octobre 1995. Cette expiration induirait une ouverture du marché espagnol pour les exportations parallèles. Compte tenu de leur importance, ces dernières entraîneraient des pertes substantielles de parts du marché national pour les titulaires actuels ou leurs licenciés dans les Etats membres demandeurs et, dès lors, annihileraient le bénéfice de la protection par brevet.

Appréciation de la Commission

La Commission a décidé que l'article 379 n'était pas applicable en l'espèce. Elle a tout d'abord considéré que "l'article 379 déroge à un principe fondamental du Traité CEE, à savoir, celui de la libre circulation des marchandises et doit, dès lors, selon la jurisprudence constante de la Cour de Justice, être interprété de manière restrictive". Par ailleurs, selon sa pratique constante depuis 1958, la Commission a interprété les mesures dérogatoires similaires à l'article 379 comme ne pouvant pas être étendues au-delà de la durée expressément prévue.

La Commission a ensuite constaté que "l'analyse des données économiques fournies par les Etats membres deman-

deurs a montré que les conditions d'application de l'article 379 n'étaient pas remplies". Il ressortait en effet de cette analyse "qu'une augmentation du volume des importations en provenance d'Espagne des produits pharmaceutiques encore brevetés dans ces pays n'apparaissait pas à terme si significative qu'elle aurait été de nature à engendrer des difficultés économiques graves et susceptibles de persister". Il convient de noter à cet égard que l'importance du préjudice potentiel qu'aurait pu subir l'industrie pharmaceutique était difficilement quantifiable.

D'un autre côté, la gravité des conséquences d'une augmentation des importations parallèles était improbable. En effet, seuls les produits pharmaceutiques mis sur le marché espagnol par les entreprises pharmaceutiques concernées, elles-mêmes ou avec leur consentement, pourraient satisfaire le réseau d'importations parallèles, puisque les copies émanant d'autres fabricants espagnols en sont exclues.

Evolution de la jurisprudence de la Cour de Justice en matière de libre circulation des marchandises et droit des brevets ?

Cette question qui comporte des aspects juridiques très importants est actuellement pendante devant la Cour de Justice CEE, notamment suite à des questions préjudicielles posées par la High Court of London (Affaire C-267/95 Merck c/ Primecrown) dans le cadre d'un litige opposant le fabricant pharmaceutique Merck à plusieurs importateurs parallèles de produits en provenance d'Espagne. La Cour a tenu son audience le 13 mars 1996 et rendra un arrêt au cours du second semestre 1996.

Dans ses observations à la Cour, la Commission a notamment suggéré de réexaminer le principe de l'épuisement des droits lorsque la protection par brevet n'est pas disponible et qu'il existe une obligation de fournir le marché: il s'agit de savoir si, dans de telles circonstances, le titulaire du brevet serait en droit de s'opposer aux importations parallèles.

EN BREF

Schengen et la lutte contre le terrorisme

Lors d'une réunion extraordinaire à La Haye le 21 février 1996, le Comité Exécutif de Schengen a insisté sur la nécessité de renforcer la coopération entre les Etats membres de Schengen pour lutter contre le terrorisme.

Cette réunion avait été convoquée à la demande de l'Espagne suite au refus de la Belgique d'extrader deux Basques soupçonnés d'être des complices du groupe terroriste ETA.

Suite à cet incident, le Comité a décidé qu'il était urgent d'étudier le problème général de l'application de l'article 60 de la Convention de Schengen concernant l'extradition et a demandé à l'Union européenne d'accélérer la mise au point du projet de Convention relative à l'amélioration de l'extradition entre les Etats membres de l'Union européenne. Le Comité a également insisté sur la nécessité pour tous les Etats membres de prendre toutes les mesures, y compris des mesures préventives, pour sauvegarder l'espace de liberté et de sécurité qu'est Schengen. Le Comité se penchera à nouveau sur ce problème lors de sa prochaine réunion prévue le 18 avril 1996. La Commission assiste aux réunions du Comité Exécutif de Schengen en tant qu'observateur.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Jan De Ceuster
DG XVI/A-3
TEL: (+32.2)296 10 72
FAX: (+32.2)295 60 90
E-mail: A3@dg15.cec.be

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Guylaine Guisolphe DG
XV/B-1

TEL: (+32.2)295 18 60
FAX: (+32.2)295 71 91
E-mail: B1@dg15.cec.be

Freedom of establishment:

Improved rules for commerce and craft professions

A new proposal for a Directive to improve and simplify EC rules for commerce and craft professionals wishing to work in other Member States was presented by the Commission on 8 February 1996. The proposal would require Member States to recognise qualifications, in line with Court of Justice case law, so that individuals with the appropriate qualifications could exercise their professions in another Member State without necessarily having a proven period of experience. The proposal would also replace 35 separate Directives dealing with individual professions, adopted between 1963 and 1982, with a single Directive.

The first 35 sectoral Directives

The first 35 Directives adopted by the Council concerning mainly craft and commerce professions followed a sectoral approach, with individual Directives for such diverse professions as self-employed coal wholesalers, hotel managers, restaurateurs, travel agents or hairdressers.

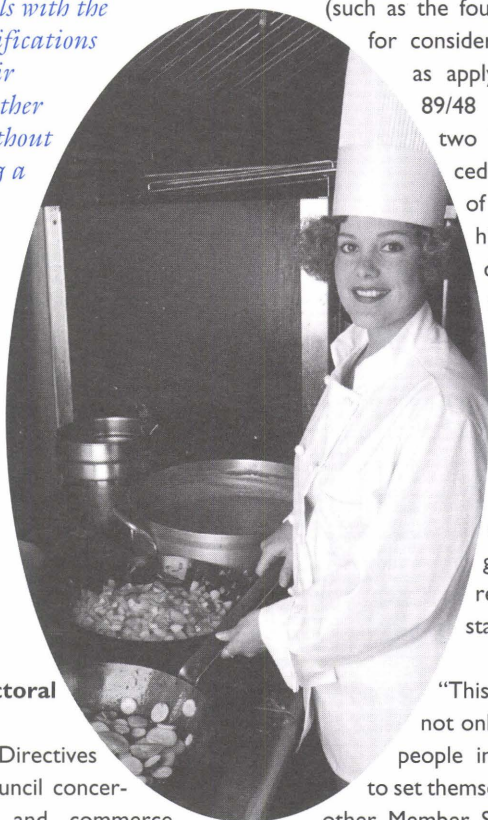
These Directives require Member States to recognise the professional experience of people in the sectors concerned gained in another Member State, but do not require them to recognise diplomas obtained in another Member State. This means, for example, that hairdressers who have just obtained their certificate after following a course in Belgium are unable to open their own salons in France without having first acquired three years of professional experience.

The proposed Directive introduces new rights

The new proposal would retain the provisions of the 35 Directives concerning the requirement to recognise professional experience. However, it would extend to the craft and commerce professions similar rights (such as recognition of diplomas) and procedural guarantees (such as the four month time limit for considering an application) as apply under Directives 89/48 and 92/51 (these two Directives introduced the general system of recognition of higher education diplomas in the EU, see Special Insert). Nevertheless, the new Directive would retain the requirement for host countries to recognise proof of a migrant worker's good character or repute and financial standing.

"This new proposal will not only make it easier for people in these professions to set themselves up and work in other Member States, but will also considerably simplify and rationalise Community law in this area by replacing thirty five Directives with just one", commented Internal Market Commissioner Mario Monti. "This initiative reflects this Commission's objective of ensuring that the EU in general, and the Single Market in particular, benefits the individual citizen. At the same time, the measure should improve the flexibility of the labour market in the EU, and so contribute to fighting unemployment".

The proposed Directive has been submitted to the EU's Council of Ministers and the European Parliament for adoption under the co-decision procedure.



Résumé

La Commission a présenté le 8 février 1996 une proposition de directive visant à améliorer et à simplifier les règles communautaires applicables notamment aux commerçants et aux artisans qui souhaitent exercer leur profession dans un autre Etat membre. Le nouveau texte, appelé à remplacer 35 directives existantes adoptées entre 1963 et 1982, obligera les Etats membres à reconnaître non seulement l'expérience professionnelle de ces personnes, mais également leurs diplômes, ce qui n'est pas le cas actuellement. Les artisans et commerçants verraient ainsi leurs diplômes reconnus et bénéficieraient de garanties de procédure telles que le traitement de leurs demandes dans un délai maximum de quatre mois.

References:

COM(96)92 final of 8 February 1996

For more information, please contact Giovanni Mastrogiacomio DG XVI/E-2: TEL: (+32.2)296 93 55 FAX: (+32.2)295 93 31 E-mail: E2@dg15.cec.be

Resümee

Am 8. Februar 1996 hat die Kommission einen Richtlinienvorschlag zur Verbesserung und Vereinfachung der Gemeinschaftsvorschriften für die Ausübung von Tätigkeiten des Handels und des Handwerks in einem anderen Mitgliedstaat vorgelegt. Diesem Vorschlag zufolge, der 35 Richtlinien ersetzen soll, die zwischen 1963 und 1982 erlassen worden sind, müssten die Mitgliedstaaten nicht nur die Berufserfahrung anerkennen, sondern auch die Diplome der betroffenen Personen, was heute noch nicht der Fall ist. Außerdem enthält der Vorschlag eine Reihe von Verfahrensgarantien. Die Bearbeitungsfrist für Anträge würde danach vier Monaten betragen.

RECONNAISSANCE DES DIPLÔMES: DES MILLIERS DE CITOYENS PROFITENT CHAQUE ANNÉE DU SYSTÈME COMMUNAUTAIRE

Introduction

Le système général de reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur de l'Union européenne fonctionne bien et a permis à quelque 11.000 personnes de travailler dans un autre Etat membre au cours de la période 1991/1994¹, selon le rapport adopté par la Commission le 15 février 1996.

Le système général de reconnaissance des diplômes a été introduit par deux directives qui se fondent sur la présomption que toute personne pleinement qualifiée à exercer une profession dans un Etat membre possède les qualifications pour exercer cette même profession dans un autre Etat membre. La directive 89/48/CEE concerne les diplômes sanctionnant une formation d'une durée minimale de trois ans

après l'obtention du baccalauréat (ou son équivalent), tandis que la directive 92/51/CEE concerne les diplômes d'enseignement supérieur sanctionnant une formation ou une expérience professionnelle de moins de trois ans. Ces directives imposent aux Etats membres de reconnaître, endéans un délai de quatre mois, les qualifications professionnelles acquises dans un autre Etat membre.

Le rapport publié le 15 février concerne la directive 89/48. Un autre rapport, qui fera le point sur le fonctionnement de la seconde directive, sera publié en 1999. A la lumière de ce rapport, la Commission sera à même d'évaluer le fonctionnement du système dans son ensemble et proposera, le cas échéant, des améliorations.

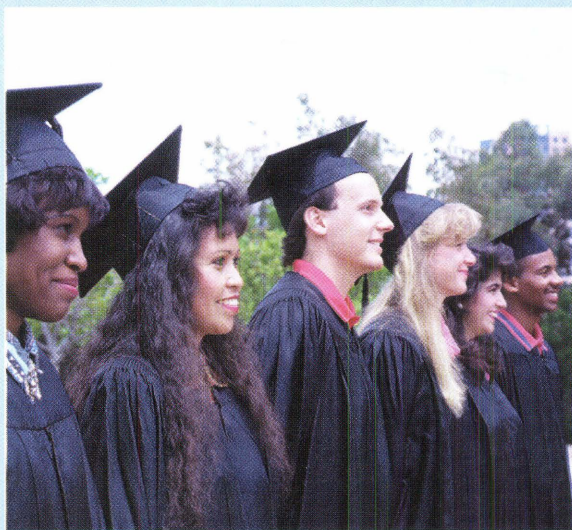
Les retards dans la transposition de la première directive (voir infra) ont limité le nombre de personnes ayant pu bénéficier du système. Mais, le système fonctionne aujourd'hui convenablement et la Commission est convaincue que davantage de personnes pourraient en profiter si elles étaient mieux informées. Tel est le but de ce Dossier Spécial !

I. Nouveaux droits et recours des migrants potentiels

Selon le rapport, la directive 89/48 a démontré que des mesures communautaires peuvent exiger d'importants changements dans les législations, les structures administratives et les pratiques administratives nationales, tout en respectant le

principe de subsidiarité. Bien que ces changements aient été plus lents à se faire dans certains Etats membres, la transposition de la directive a tout de même obligé les Etats membres à adopter une toute nouvelle approche vis-à-vis de la reconnaissance professionnelle, à créer de nouvelles structures administratives pour coordonner les demandes de reconnaissance

avec les autorités compétentes des autres Etats membres.



Qui peut profiter du système ?

Le Système Général s'applique dans 18 pays: les 15 Etats membres de l'Union, plus la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein. Un ressortissant d'un de ces pays, qui est pleinement qualifié à exercer une profession dans l'un d'eux, pourra, grâce au Système Général, exercer cette profession dans tous les autres pays. Le Système Général s'applique à toutes les professions réglementées qui ne sont pas encore couvertes par une directive sectorielle (il s'agit, par exemple, de certaines professions médicales, des coiffeurs, des agences de voyages, des agents d'assurance, etc.). Certaines professions ne sont pas réglementées dans certains Etats membres, ce qui signifie qu'on peut les exercer dans avoir de diplôme.² Dans ce cas, vous pouvez exercer cette profession aux mêmes conditions que les nationaux.

¹ Ces chiffres concernent uniquement la première directive (directive 89/48). Des statistiques concernant la seconde directive ne sont pas encore disponibles.

² Par exemple, la profession de géologue n'est réglementée qu'en Italie et en Grèce. Dans les 16 autres pays, n'importe qui peut se nommer "géologue" et exercer en tant que tel sans nécessairement avoir de qualifications professionnelles.

Auparavant, la Communauté avait adopté une série de directives établissant soit une reconnaissance de l'expérience professionnelle, soit une reconnaissance des qualifications sur base de critères communs de formation et d'expérience minimum (par exemple, pour les docteurs, les infirmières, les puéricultrices et les architectes). L'adoption de la directive 89/48 reflète en cela une augmentation du degré de confiance mutuelle entre les Etats membres à propos de la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Demandes examinées en quatre mois

Le Système Général n'est pas un système de reconnaissance automatique des qualifications professionnelles acquises dans un autre pays. En revanche, il oblige l'autorité compétente du pays d'accueil à prendre une décision quant à votre demande de reconnaissance en un délai de quatre mois. Cette autorité compare la formation professionnelle et l'expérience acquise dans le pays d'origine avec celles requises dans le pays d'accueil. Si elle constate des différences importantes en terme de durée ou de contenu de la formation, elle peut, sous certaines conditions, subordonner la reconnaissance de vos qualifications professionnelles à des exigences supplémentaires. Il peut s'agir de vous demander, soit:

- de prouver que vous avez acquis une expérience professionnelle dans l'exercice de la profession dans votre pays d'origine
- de vous soumettre à un stage d'adaptation
- de passer une épreuve d'aptitude.

Une seule parmi ces trois mesures peut vous être imposée. L'autorité du pays d'accueil peut également vous demander de fournir des documents attestant de votre bonne moralité, de votre honorabilité ou absence de faillite.

La directive a donné aux migrants potentiels de nouveaux droits et de nouveaux recours - un effort reste à faire pour mieux les informer de ces nouvelles opportunités -, elle a stimulé la coopération entre organisations professionnelles au niveau européen et a donné une nouvelle impulsion à de nombreuses initiatives volontaires visant à rapprocher les systèmes d'éducation et de formation.

2. Mise en oeuvre de la directive 89/48/CEE

La directive devait être transposée dans les législations nationales pour le 4 janvier 1991. Des douze Etats membres que comptait la Communauté à l'époque, seule l'Irlande était dans les temps. Les pays de l'Espace Economique Européen, qui devaient quant à eux transposer la directive pour le 1er janvier

1994, l'avaient tous mise en oeuvre au moment de leur adhésion à l'Union le 1er janvier 1995, mais seulement partiellement dans le cas de l'Autriche.

Ces nombreux retards de transposition ont naturellement limité le nombre de personnes qui auraient pu bénéficier de la directive. En outre, dans plusieurs Etats membres, la transposition de la directive reste incomplète, essentiellement car les dispositions spécifiques concernant les mécanismes de compensation pour certaines professions ne sont pas encore en vigueur (c'est le cas, par exemple, pour les professions juridiques en Espagne). La Belgique et la Grèce, pourtant toutes deux déjà condamnées par la Cour de Justice pour ne pas avoir transposé la directive³, ne se sont toujours pas mises en règle (hormis à l'égard de certaines professions médicales et juridiques). La Commission a ouvert ou envisage d'ouvrir des procédures d'infraction à l'encontre des autres Etats membres. Mais de toute façon, aux yeux de la Commission, les dispositions de la directive concernant la reconnaissance des diplômes sont suffisamment claires et inconditionnelles pour que les migrants, même lorsque la directive n'a pas été transposée en droit national, mal transposée ou partiellement transposée, puissent s'en prévaloir auprès des autorités administratives et judiciaires nationales pour faire reconnaître leurs qualifications, sans qu'ils n'aient pour autant automatiquement le droit d'exercer leur profession.

Près des 6.000 diplômes sur les 11.000 reconnus au titre de la directive pendant la période couverte par le rapport l'ont été au Royaume-Uni. Sur ces 6.000 diplômes, 3.800 concernaient la profession d'enseignant. Cela est dû au fait que ce pays a un grand besoin en professeurs à l'inverse des autres Etats membres, comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, où ceux-ci sont en surnombre. Cela montre que le Système Général est capable de répondre aux exigences sociales et économiques du marché de l'emploi et, par conséquent, peut contribuer à réduire le chômage. Le rapport montre toutefois que l'application de la directive à la profession d'enseignant dans les autres Etats membres s'est heurtée à des difficultés.

Concernant la directive 92/51, des avis motivés pour non transposition ont été envoyés à la Belgique, à la Grèce, à l'Irlande, au Portugal et au Royaume-Uni. La France, l'Allemagne et l'Autriche n'ont quant à elles transposé que partiellement la directive et les services de la Commission examinent actuellement leurs mesures de transposition.

³ La Belgique a été condamnée par la Cour le 13 juillet 1995 (affaire C-216/94) et la Grèce a été condamnée le 23 mars 1995 (affaire C-365/93).



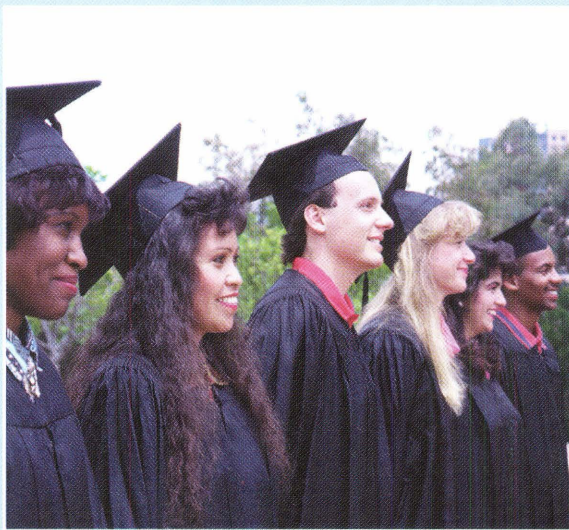
RECOGNITION OF PROFESSIONAL QUALIFICATIONS: COMMUNITY SYSTEM BENEFITS THOUSANDS OF CITIZENS EVERY YEAR

Introduction

The General System of recognition of higher education diplomas in the EU is working well and has allowed at least 11,000 people to work in another Member State in the period 1991 to 1994¹, according to a report adopted on 15 February 1996 by the Commission. The General System of recognition of professional qualifications was introduced by two Directives which are based on the assumption that any professional who is fully qualified in one Member State possesses the qualifications to practice the same profession in another Member State. Directive 89/48/EEC covers diplomas awarded on completion of a higher education course of at least three years duration following the equivalent of A-levels/baccalauréat, while Directive 92/51/EEC covers diplomas gained on completion of professional education and training, with less than three years of higher education. These Directives require Member States to recognise, within no more than four months, professional qualifications gained in another Member State.

The report published on 15 February concerns Directive 89/48. Another report, which will assess the functioning of the second Directive, will be published in 1999. In the light of this report, the Commission will be able to take a view of the functioning of the general system as a whole and propose improvements, if necessary.

Delays in transposition of the first Directive (see below) have limited the number of people who have been able to make use of the system. But it is now largely successful in practice and the Commission is convinced that even more people would take advantage of the system if they were better informed. That's the aim of this Special Insert!



I. New rights and remedies for would-be migrants

The report considers that Directive 89/48 has demonstrated that Community measures can bring about far-reaching changes in national legislation, administrative structures and practice, while still respecting subsidiarity. Implementation of the Directive has required Member States to adopt a new and fundamentally different approach to professional recognition, put new administrative structures in place and co-ordinate with their counterparts in other Member States, although administrative practices have been slower to change in some Member States.

Who can benefit ?

The General System applies in 18 countries: the 15 EC Member States, plus Norway, Iceland and Liechtenstein. A national of one of these countries, who is fully qualified to practice a profession in one of them, will be allowed thanks to the General System to practice his profession in the other countries. The General System applies to regulated professions not already covered by a sectoral or transitional Directive (as is the case, for example, for a number of medical professions, hairdressers, travel agents, insurance agents, etc.). In certain Member States, some professions are not regulated which means that you can exercise them without having a diploma². In that case, you can begin practising in that Member State subject to the same conditions as its nationals.

¹ This figure is related only to the first Directive (Directive 89/48). Statistics for the second Directive are not yet available.

² For example, geologist is a regulated profession only in Italy and Greece. In the other 16 countries, anybody can call himself a geologist and exercise as such without professional qualifications.

Previously, the Community had adopted a series of Directives providing either for recognition of professional experience or for mutual recognition of qualifications on the basis of training courses meeting agreed minimum standards (for example, for doctors, nurses and architects). Adoption of Directive 89/48 therefore reflected an increase in the degree of mutual trust between Member States concerning the recognition of professional qualifications.

Applications processed within four months

The General System does not provide for automatic recognition of professional qualifications obtained in another Member State, but your application must be considered by the competent authority in the host Member State within four months. The competent authority will compare the professional education and training you received in the home Member State with that required in the host Member State. If it finds that there are significant differences in terms of either length or content it may, subject to certain conditions, make recognition conditional on the fulfilment of additional requirements. You may be required to:

- provide proof of experience in the practice of the profession concerned in the home Member State
- complete an adaptation period
- complete an aptitude test.

Only one of these three requirements may be imposed. The host Member State authority may also ask you to prove that you are of good character and repute and have not been declared bankrupt.

As a result of the Directive, would-be migrants have new rights and new remedies, although there is still a problem in ensuring that they are made aware of these rights and remedies. The Directive has also encouraged national professional organisations to co-operate at the European level, and there have been many initiatives aimed at bringing about voluntary convergence of education and training.

2. Implementation of Directive 89/48/EEC

The Directive was due to be implemented in national law by 4 January 1991, but in practice only Ireland met the deadline. This delay has obviously limited the number of people who have been able to take advantage of the Directive. Belgium and Greece

have both been condemned by the Court of Justice for failure to implement the Directive³, but have still not done so (apart from applying it to some health and legal professions in the case of Greece). The Directive was extended to the European Economic Area countries with effect from 1 January 1994, and had already been implemented by the three new Member States (only partially in Austria) when they joined the EU on 1 January 1995.

In some Member States, implementation of the Directive remains incomplete, chiefly because the detailed rules governing "compensation mechanisms" for certain professions are not yet in place (for example, those relating to the legal profession in Spain). Where appropriate, the Commission has opened or is considering infringement proceedings. However, the Commission considers that where implementation is non-existent, incomplete or inadequate, or the Directive's provisions are incorrectly applied, the Directive's provisions concerning the basic recognition mechanisms are sufficiently clear and unconditional for individuals to rely on them to seek recognition of their qualifications before national administrative and judicial authorities, but not for migrants to have the automatic right to exercise his or her profession.

The United Kingdom accounted for nearly 6,000 of the 11,000 people whose diplomas were recognised under the Directive during the period covered by the report. Of these 6,000, 3,800 were teachers. This is the result of strong demand for teachers in the UK and of a surplus of qualified teachers in Member States such as Germany and the Netherlands. This example demonstrates that the general system is capable of responding to the demands of the labour market and therefore of contributing to a reduction in unemployment. However, the report notes that in Member States other than the UK the application of the Directive to the teaching profession has been fraught with difficulty.

Concerning Directive 92/51, reasoned opinions for non-transposition have been sent to Belgium, Greece, Ireland, Portugal and the United-Kingdom, while France, Germany and Austria have only partially transposed the Directive (transposition measure are under examination by the Commission's services).



³ Belgium was condemned on 13 July 1995 (Case C-216/94) and Greece was condemned on 23 March 1995 (Case C-365/93).

3. Problems for teachers

Teachers often have problems in obtaining recognition of their diplomas. For example, infringement proceedings have been opened against France because it insists that qualified teachers from other Member States not only have to participate in the open competition which all teachers in France must pass, but also follow the training that follows the competition, rather than giving them a dispensation in recognition of their existing qualification.

The Commission is also considering infringement proceedings against Germany because of the apparent refusal of some Länder to recognise teaching qualifications from non-university higher education establishments. Another problem in Germany being examined by the Commission is the requirement for all teachers to be capable of teaching two subjects.

A final problem for teachers is that several Member States refuse to examine requests for recognition under the Directive unless there is documentary proof of a migrant teacher's linguistic ability in the documents submitted. The Commission accepts that non-discriminatory and proportionate linguistic requirements for teachers are justified under Community law, but according to Court of Justice case law Member States are required to take account of a migrant's linguistic abilities acquired before or after their higher education diploma or through professional experience. In the absence of proof of such abilities, the Member State can in any case require an aptitude test or adaptation period.

4. Problems for lawyers

The number of lawyers who have had their qualifications recognised under the Directive is limited (620 up to the autumn of 1995, of which 400 in the UK). This is partly because some Member States allow lawyers from other Member States to practice under the title of their Member State of origin and partly because many Member States were late in adopting the implementing rules on the aptitude test (Spain has still not done so). The requirement for migrant lawyers to sit an aptitude test is also a disincentive. The separate December 1994

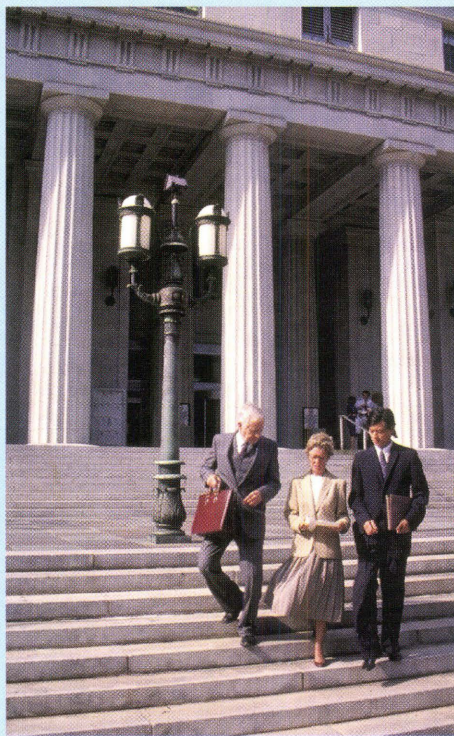
proposal for a Directive on lawyers would facilitate the free movement of lawyers within the Single Market⁴.

Appeal procedures

A decision to reject an application must be fully motivated. If you are not informed of the reasons of the rejection or if you wish to dispute them, you have the right to lodge an appeal before a Court or Tribunal in the host Member State. In practice, the report found that only 5% of applications under the Directive were refused, with very few appeals against negative decisions, and only a further 5% of applicants were required to undergo an aptitude test or an adaptation period.

5. Case law

Case law of the Court of Justice is very important in the field of recognition of qualifications. As seen above, not all the regulated professions are covered by EC rules. But, the case law of the Court of Justice says that EC Treaty rules on freedom of establishment and freedom to provide services (Articles 52 and 59 respectively) are directly applicable to individual citizens. The Vlassopoulou case (judgement of the Court of 7 May 1991, Case C-340/89) is one example. Mrs Vlassopoulou was a Greek lawyer who wanted to exercise her profession in Germany. At that time, Directive 89/48 was not applicable and Germany refused her the right to exercise as a lawyer in Germany. The conclusion of the Court was that Mrs Vlassopoulou could be asked to fulfil some additional requirements if her qualification was not deemed equivalent to the one required in Germany, but in any case, Germany had to take into account the qualifications and experience acquired in another Member State.



⁴ This proposal (COM 94(572) final/EC Official Journal N°C128 of 24/5/1995) would entitle a lawyer to exercise in another Member State under his home title for a period of 5 years and to be granted a full or partial exemption from the aptitude test on the basis of his professional experience.

A more recent and similar example is that of Belgian trained hairdressers who want to work in France.

The profession of hairdresser is covered by a transitional Directive which requires Member States to recognise professional experience (of three years for hairdressers) gained in another Member State, but do not require them to recognise professional qualifications obtained in another Member State. This means that hairdressers who have just obtained their certificate after following a course in Belgium are not allowed to open their own salons in France without having first acquired three years of professional experience. It is clear in the Commission's view that the case law obliges France to take account of the qualification of Belgian hairdressers.



- adding the concept of "regulated education and training" so that migrants from Member States

that do not regulate the profession in question do not have to demonstrate two years' professional experience

- developing the role of the co-ordinators' group to secure a more uniform interpretation and application of the Directive.

Moreover, the Commission will in any case continue its efforts to ensure that Member States respect the basic principle of the Directive, namely recognition as such of the migrant's qualification, and that the right to impose aptitude tests and adaptation periods is not misused.

This means that, even if there is no EC Directive covering a regulated profession, citizens must not hesitate to invoke directly EC Treaty rules on freedom of establishment to have their professional qualifications recognised in another Member State and to have the possibility to exercise their profession there.

6. Future changes

The report concludes that it is too soon to assess whether there should be fundamental changes to Directive 89/48, and suggests that a good opportunity to review the general system of recognition as a whole will be in 1999, when the second general system Directive (92/51/EEC) is due to be reviewed.

However, the Commission does intend to examine the possibility of proposing certain limited amendments to Directive 89/48 before the 1999 review, such as:

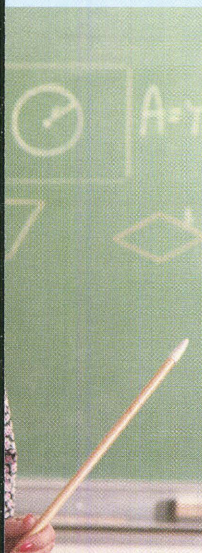
- adding an obligation on Member States to take into consideration a migrant's post-diploma experience

7. Contact points

As recognition of professional qualifications is sometimes a complicated matter, the Commission has published a "Guide for users of the General System for recognition of professional qualifications" which explains in very concrete terms how the system works and who can benefit from it and gives a list of contact points in Member States where you can get more detailed and practical information. It will explain to you, for example, under what conditions a professional qualification acquired in a third country can be covered by the general system, where you can be required to have actually practised the profession or what you can do if you encounter difficulties.

References:
Report on the state of application of the general system for the recognition of higher education diplomas, COM(96)46 final of 15/02/1996.

For more information, please contact Giovanni Mastrogiacomo,
DGXVI/E-2
TEL: (+32.2)296 93 55
FAX: (+32.2)295 93 31



3. Les problèmes pour les enseignants

Les enseignants rencontrent souvent des difficultés pour faire reconnaître leurs diplômes. La Commission a, par exemple, ouvert une procédure d'infraction à l'encontre de la France car elle oblige les enseignants des autres Etats membres à passer le concours général comme tous les enseignants français, mais leur demande en plus de suivre le stage pratique qui suit ce concours au lieu de les en dispenser en reconnaissant leurs qualifications existantes. La Commission envisage également d'ouvrir une procédure d'infraction à l'encontre de l'Allemagne où certains länders refusent apparemment de reconnaître les diplômes de professeurs délivrés par des établissements d'enseignement supérieur non-universitaires. L'Allemagne exige par ailleurs des professeurs qu'ils soient capables d'enseigner deux matières: cette question est également à l'examen dans les services de la Commission.

Enfin, un autre problème qui se pose aux enseignants est le fait que plusieurs Etats membres refusent d'examiner leurs demandes de reconnaissance au titre de la directive s'ils n'ont pas de documents prouvant qu'ils maîtrisent la langue du pays d'accueil. Si des exigences linguistiques proportionnelles et non-discriminatoires peuvent se justifier au regard du droit communautaire, la Cour a toutefois indiqué dans sa jurisprudence que les Etats membres devaient tenir compte des capacités linguistiques acquises par les migrants grâce à une formation préalable ou ultérieure ou par l'expérience professionnelle. Si le migrant ne peut pas apporter la preuve de ses capacités linguistiques, le pays d'accueil peut exiger qu'il passe un test d'aptitude ou effectue un stage d'adaptation.

4. Problèmes rencontrés par les avocats

Seulement 620 avocats (dont 400 au Royaume-Uni) ont obtenu la reconnaissance de leurs qualifications professionnelles au titre de la directive jusqu'à l'automne 1995. Ce chiffre relativement bas s'explique du fait que certains Etats membres autorisent les avocats à exercer leur profession sous leur titre d'origine, que beaucoup d'Etats membres ont adopté tard les mesures de transposition sur l'épreuve d'aptitude (l'Espagne ne l'a toujours pas fait), mais il est probable que l'épreuve d'aptitude imposée

dans la plupart des cas aux avocats migrants a également joué un rôle dissuasif. La proposition de directive prévoyant une reconnaissance mutuelle des autorisations nationales d'exercice de la profession d'avocat, présentée en décembre 1994 par la Commission, devrait faciliter la libre circulation des avocats dans le Marché Unique⁴.

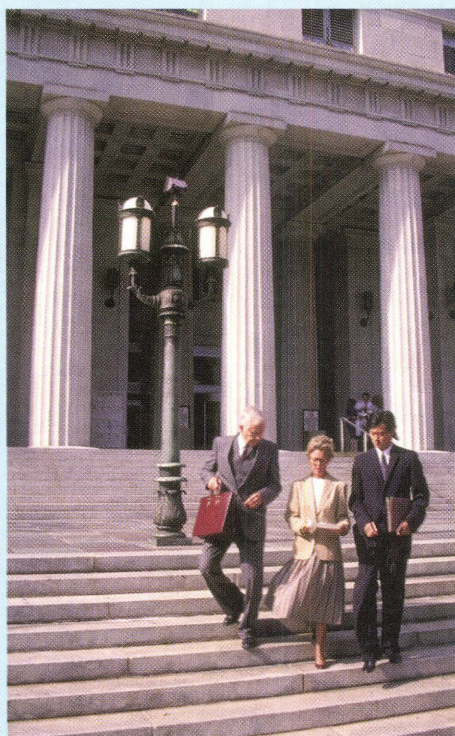
Possibilités de recours

Le rejet d'une demande de reconnaissance doit être pleinement motivée. Si les motifs du rejet ne sont pas communiqués ou si vous voulez les contester, vous avez le droit d'intenter un recours devant une juridiction de l'Etat membre d'accueil. Dans la pratique, le rapport a montré que seulement 5% des demandes au titre de la directive ont été rejetées, que très peu de recours ont été intentés contre des décisions de rejet et que seulement 5% des demandeurs ont dû passer un test d'aptitude ou effectuer un stage d'adaptation.

5. Jurisprudence

La jurisprudence est d'une grande importance dans le domaine de la reconnaissance des qualifications professionnelles, notamment en raison du fait que toutes les professions réglementées ne sont pas couvertes par le système général. La jurisprudence de la Cour de Justice établit que les règles du Traité sur la liberté d'établissement et la liberté de fournir des services (articles 52 et 59) sont directement applicables aux citoyens. L'affaire Vlassopoulou (Arrêt de ma Cour du 7 mai 1991, affaire C-340/89) en est un exemple.

Mme Vlassopoulou, avocate grecque, souhaitait exercer sa profession en Allemagne. A l'époque, la directive 89/48 n'était pas encore en vigueur et l'Allemagne lui refusa le droit d'exercer sa profession en Allemagne. Dans ses conclusions, la Cour a indiqué que si la formation de Mme Vlassopoulou n'était pas jugée équivalente à celle exigée en Allemagne, les



⁴ Cette proposition (COM 94(572) final/Journal Officiel CE du 24/5/1995) prévoit notamment qu'un avocat soit autorisé à exercer dans un autre Etat membre sous son titre d'origine pendant une période maximale de 5 ans ainsi qu'un allègement ou une dispense de l'épreuve d'aptitude en fonction de l'expérience professionnelle.

autorités allemandes pouvaient lui demander de prouver qu'elle avait acquis les qualifications et l'expérience professionnelle manquants dans son pays d'origine, mais ne pouvaient pas simplement lui refuser l'accès à la profession.

Un exemple plus récent et similaire concerne les coiffeurs belges qui veulent ouvrir un salon en France. La profession de coiffeur est couverte par une directive transitoire qui demande aux Etats membres de reconnaître l'expérience professionnelle (fixée à 3 ans pour les coiffeurs) acquise dans un autre Etat membre, mais cette directive n'exige pas la reconnaissance des qualifications professionnelles acquises dans un autre Etat membre. De ce fait, la France n'autorise pas les coiffeurs belges qui ont obtenu un certificat après avoir suivi une formation en Belgique à ouvrir un salon en France s'ils n'ont pas également une expérience professionnelle de 3 années. La Commission a ouvert une procédure d'infraction à l'encontre de la France car l'interprétation des articles 52 et 59 du Traité CE donnée par la jurisprudence de la Cour oblige la France à tenir compte de la qualification des coiffeurs belges.

Cela signifie que même lorsqu'une profession réglementée n'est pas couverte par une directive, les citoyens ne doivent pas hésiter à invoquer directement les règles du Traité CE sur la liberté d'établissement pour faire reconnaître les qualifications professionnelles acquises dans leur pays d'origine et leur droit d'exercer leur profession dans un autre Etat membre.

6. Changements futurs

Le rapport conclu qu'il est trop tôt à ce stade pour savoir si une modification en profondeur de la directive 89/48 s'impose ou non, et suggère d'attendre les résultats de l'évaluation de la seconde directive 92/51/CEE qui aura lieu en 1999 pour examiner le fonctionnement du Système Général dans son ensemble.

La Commission envisage toutefois de proposer des amendements mineurs à la directive 89/48 avant la révision de 1999. Il s'agirait notamment:

- d'ajouter une disposition obligeant les Etats membres à prendre en compte l'expérience acquise par les migrants après l'obtention du diplôme;
- d'ajouter un concept "d'éducation et de formation réglementée" de manière à ce que les migrants d'Etats membres où une profession n'est pas réglementée n'aient pas à faire faire la preuve d'une expérience professionnelle de 2 années;
- de développer le rôle des groupes de coordinateurs pour assurer une interprétation et une application plus uniforme de la directive.



En tout état de cause, la Commission est déterminée à poursuivre ses efforts pour s'assurer que les Etats membres respectent les principes de base de la directive, et surtout de veiller à ce que les qualifications des migrants soient reconnues en tant que telles et que le droit d'imposer des tests d'aptitude et des stages d'adaptation ne soit pas utilisé de manière abusive.

7. Points de contact

La reconnaissance des qualifications professionnelles étant parfois une affaire complexe, la Commission a publié un "Guide pour l'utilisateur du Système Général de reconnaissance des qualifications professionnelles" qui explique de façon tout à fait concrète le fonctionnement du système et qui donne une liste de points de contacts dans les Etats membres où vous pouvez obtenir des informations plus détaillées et plus pratiques. Le Guide vous explique, par exemple, à quelles conditions une qualification professionnelle obtenue dans un pays tiers peut être reconnue au titre du Système Général, quel type d'expérience professionnelle peut être exigée ou ce qu'il faut faire lorsqu'on rencontre des difficultés à faire reconnaître ses qualifications.

Références:
Rapport sur l'état d'application du Système Général de reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur, COM(96)46 final du 15/02/1996.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Giovanni Mastrogiacomo, DGXV/E-2
TEL: (+32.2)296 93 55
FAX: (+32.2)295 93 31

Intellectual property:

Commission proposes Directive on artists' resale right

A proposal for a Directive to harmonise national regimes concerning the artists' resale right was put forward on 13 March 1995 by the Commission. The artist's resale right entitles the author of a work of art (or his/her heirs after his death) to receive a percentage of the price of a work when it is resold by public auction or through an agent. The proposal aims to eliminate distortions of the market for works of contemporary and modern art within the Single Market and reflects the EU's policy of favouring a high level of protection for intellectual property right holders throughout the Union in order to promote creativity.

Résumé

La Commission a présenté le 13 mars 1996 une proposition de directive concernant le droit de suite. Le droit de suite permet à un artiste ou à ses héritiers de percevoir un pourcentage du prix de vente lorsque son œuvre est revendue lors d'une vente publique ou par un agent. Actuellement, les Pays-Bas, l'Autriche, l'Irlande et le Royaume-Uni n'ont pas de législation concernant le droit de suite, tandis que les législations existantes dans les autres Etats membres sont parfois très différentes. Le but de la proposition est d'harmoniser les régimes nationaux de droit de suite afin d'éliminer les distorsions de concurrence existant actuellement sur le marché de l'art.

The resale right is a copyright and not a tax because the proceeds go to the author or his heirs rather than to the exchequer. The principle on which resale right is based is that when an artist's early work later gains in value as his/her reputation grows, the artist (or his/her heirs) should be entitled to a share in the benefits of their renown. As the resale right is an integral part of copyright (whose length of protection is harmonised at 70 years after the author's death by Directive 93/98/EC), resale rights apply almost exclusively to 20th century works of art.

Resale right is currently not provided for in the domestic legislation of 4 Member States: the Netherlands, Austria, Ireland and the UK. In the other Member States, the rules are different, for example as regards the works covered, those entitled to receive payments, the rate applied, etc. This situation creates distortions. For example, a UK artist such as David Hockney is entitled to a resale right when one of his paintings is sold in Paris whereas the estate of a French artist such as Henri Matisse is not entitled to a resale right when one of his paintings is sold in London.

The proposal would extend application of resale rights to those Member States where the right currently does not exist, harmonise the type of works covered by

the right (pictures, collages, paintings, drawings, engravings, prints, lithographs, sculptures, tapestries, ceramics and photographic works), the transactions giving rise to payment (sale of a work other than the first transfer of the work by the artist and sales between private individuals), the minimum threshold sales price, the rate of the resale right and other details of payment.

The resale right would be calculated as a percentage of the sale price, net of tax. There would be three different rates of resale right applicable, the rate declining as the price of the sale increased (see table). Member States would be entitled to exclude sales below 1000 Ecus from the resale right.

Rate of resale right applicable:

Sale price	Rate
Between 1000 Ecus and 50,000 Ecus	4%
Between 50,000 Ecus and 250,000 Ecus	3%
More than 250,000 Ecus	2%

For example, the resale right on a painting sold for 400,000 Ecus would therefore be levied at 0% on the first 1000 Ecus, 4% on 49,000 Ecus (i.e. 1,960 Ecus), 3% on 200,000 Ecus (i.e. 6,000 Ecus) and 2% on 150,000 Ecus (i.e. 3,000 Ecus), making a total resale right payable of 10,960 Ecus.

The degressive rate would minimise the risk of large value sales being moved to non-EU countries such as Switzerland and the US to avoid payment of the right. EU Member States will keep certain discretionary powers with respect to rights management. Artists (or their heirs) who were nationals of non-EU countries would be entitled to receive resale rights provided that artists from the EU enjoyed reciprocal protection in the third countries concerned.

The proposal is based on Article 100A of the EC Treaty and is subject to the co-decision procedure with the European Parliament and the Council of Ministers.



Resümee

Die Kommission hat am 13. März 1996 einen Richtlinienvorschlag zum Folgerecht vorgelegt. Das Folgerecht gibt einem Künstler oder seinen Erben einen Anspruch auf einen Teil des Erlöses, der bei der Weiterveräußerung eines Werks im Wege einer Versteigerung oder durch einen Kunsthändler erzielt wird. In den Niederlanden, in Österreich, Irland und im Vereinigten Königreich ist das Folgerecht noch unbekannt, während es in den übrigen Mitgliedstaaten zum Teil sehr unterschiedlich geregelt ist. Ziel der Richtlinie ist die Harmonisierung des geltenden Folgerechts der Mitgliedstaaten, um die Wettbewerbsverzerrungen auszumerzen, die gegenwärtig im Kunsthandel bestehen.

For more information, please contact Jens Gaster
DG XV/E-4
TEL: (+32.2)296 19 73
FAX: (+32.2)295 09 92
E-mail: E4@dg15.ccc.be

Protection des de

Proposition mo

Summary

An amended proposal for a Directive to harmonise Member States' legislation on the protection of industrial design and models was put forward by the Commission on 21 February 1996. The proposed duration of the protection is a minimum of 5 years and a maximum of 25 years. Concerning the protection of car spare parts, the new proposal provides that visible car parts could be freely reproduced by independent part manufacturers on condition that they paid a "fair and reasonable" remuneration to the car manufacturer. Car spare parts which are not visible would not qualify for design protection and so could be freely reproduced by independent part manufacturers as soon as a new car model reached the market.

La Commission a présenté le 21 février 1996 une proposition modifiée de directive pour harmoniser les législations des Etats membres sur la protection des dessins et modèles. La proposition prévoit que pour pouvoir bénéficier de la protection, un dessin ou modèle doit être nouveau et présenter un caractère individuel. L'enregistrement d'un dessin ou modèle conférerait une protection de 5 ans minimum et 25 ans maximum pendant lesquels le titulaire aurait un droit exclusif d'utiliser le dessin et d'empêcher les tiers de l'utiliser. Le nouveau texte tient compte des amendements du Parlement européen, notamment en ce qui concerne la protection des pièces de rechange pour les voitures. Les pièces de rechanges visibles pourraient être reproduites par les fabricants indépendants à condition qu'ils paient une rémunération "équitable et raisonnable" au fabricant de la voiture. Les pièces qui ne sont pas visibles ne seraient pas protégées et pourraient être librement reproduites par les fabricants indépendants.

Contenu de la nouvelle proposition

La proposition modifiée prévoit notamment:

- les conditions que doit remplir un dessin pour bénéficier de la protection: il doit être nouveau et présenter un caractère individuel
- une durée de protection: 5 ans minimum à 25 ans maximum
- le champ d'application: droit exclusif pour le titulaire d'utiliser le dessin et d'empêcher les tiers de l'utiliser
- les limites du droit conféré: par exemple, il ne couvrirait normalement pas les interconnexions entre composants.
- des règles sur la nullité de l'enregistrement d'un dessin

Ultérieurement, la Commission envisage de modifier la proposition de règlement visant à mettre en place un système

d'enregistrement unique des dessins et modèles auprès d'un office communautaire¹, pour tenir compte des changements qui auront été introduits dans la directive.

Le cas spécial des pièces de rechange des voitures

La Commission considère que les pièces de rechange des voitures représentent un cas particulier en ce qui concerne la protection par dessin et modèle. Il faut respecter un équilibre entre les intérêts des fabricants de voitures qui doivent pouvoir amortir leurs frais de recherche et développement et le souhait des fabricants indépendants de pièces de rechange de concurrencer les fabricants de voitures. Cette concurrence a des répercussions sur le prix des réparations et le coût des assurances et donc également sur le portefeuille des consommateurs.

Dans sa proposition initiale, la Commission avait prévu de limiter la durée de protection des dessins et modèles pour les pièces de rechange à 3 ans. Après ce délai, les fabricants indépendants auraient été libres de vendre leurs pièces de rechange. Dans son avis rendu le 12 octobre 1995, le Parlement européen a proposé une autre solution qui a été retenue par la Commission. La nouvelle proposition prévoit les dispositions suivantes:

- les pièces de rechange qui ne sont pas visibles, par exemple celles qui se situent sous le capot d'une voiture, ne seront pas protégées et pourront donc être librement reproduites par les fabricants indépendants de pièces dès qu'un nouveau modèle est mis sur le marché;
- les fabricants de voitures pourront faire enregistrer les parties visibles des voitures sur l'aspect desquelles le dessin protégé repose (par exemple, les portes ou les panneaux de carrosserie);
- la protection ne sera plus limitée à 3 ans, mais les producteurs indépendants seront autorisés à reproduire ces parties visibles dès qu'un nouveau modèle de voiture est commercialisé, à condition de payer une rémunération "équitable et raisonnable" au fabricant de la voiture.

Resümee

Die Kommission legte am 21. Februar 1996 einen geänderten Vorschlag für eine Richtlinie zur Harmonisierung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über den Rechtsschutz von Mustern vor. Die Schutzdauer soll mindestens fünf Jahre und höchstens 25 Jahre betragen. Was den Schutz von Kfz-Ersatzteilen anbelangt, so können nach dem neuen Vorschlag sichtbare Teile von unabhängigen Herstellern unbeschränkt nachgebildet werden, sofern der Kfz-Hersteller eine "gerechte, angemessene Vergütung" erhält. Nicht sichtbare Kfz-Ersatzteile sind hingegen musterrechtlich nicht geschützt und können daher von unabhängigen Ersatzteil-Herstellern ungehindert nachgebildet werden, sobald das neue Kfz-Modell auf dem Markt ist.

Dessins et modèles:

diffusée de directive



Calcul de la rémunération

La proposition spécifie que l'investissement réalisé dans le développement du dessin sera la base principale à prendre en considération pour le calcul de cette rémunération. L'objectif est de permettre aux fabricants de voitures de récupérer leurs investissements dans le développement des dessins, sans empêcher la concurrence sur le marché. La rémunération n'a pas pour fonction de compenser la perte de marché que les fabricants de voitures pourraient subir au profit des producteurs indépendants, mais de contribuer à amortir l'investissement réalisé.

Les fabricants de voitures devront fournir des informations sur l'investissement consenti dans le développement du dessin de la voiture et de ses composantes de manière à ce que les coûts totaux de développement soient répartis entre la voiture elle-même, les parties éligibles à la protection et celles qui ne le sont pas. De leur côté, les producteurs indépendants de pièces de rechange devront fournir des informations sur leur niveau de production des pièces protégées et il sera tenu compte pour fixer la rémunération: plus ils produisent, plus ils devront payer au fabricant de voitures. Pour les nouveaux

modèles, la rémunération serait calculée initialement sur base des prévisions de vente de la voiture et de ses composantes. La rémunération sera payée aussi longtemps que la protection sera en vigueur.

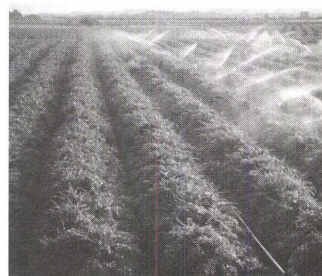
La proposition contient des règles pour minimiser les conflits et les litiges liés au calcul et au paiement de la rémunération, mais laisse aux États membres le choix de décider de la procédure et des recours judiciaires en cas de conflit sur le niveau de rémunération. Cependant, des modalités détaillées sur la procédure et peut-être également l'arbitrage pourraient être incluses dans la proposition de règlement instituant un office communautaire des dessins et modèles.

¹ Proposition de règlement sur les dessins et modèles communautaires, COM(93)final du 3/12/1993, Journal Officiel CE N°C29 du 31/1/1994.

EN BREF

Produits agrochimiques: certificat complémentaire de protection

Le Parlement européen a donné le feu vert en seconde lecture le 13 mars 1996 à Strasbourg à la proposition de règlement visant à instaurer un certificat complémentaire de protection pour les inventions destinées à protéger les plantes (insecticides, fongicides et herbicides). Le Parlement n'a proposé qu'un seul amendement au texte de la position commune (voir Single Market News de février 1996). Cet amendement vise à assurer une interprétation uniforme entre le présent règlement et celui similaire instaurant un certificat complémentaire de protection pour les médicaments (Règlement 1768 du 18 juin 1992). La Commission a indiqué qu'elle acceptait cet amendement ce qui devrait permettre l'adoption du règlement par le Conseil



au cours des prochaines semaines. Son entrée en vigueur est prévue six mois après la publication au Journal Officiel.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Pascal Leardini
DG XVI/E-3

TEL: (+32.2)296 13 06

FAX: (+32.2)296 17 36

E-mail: E3@dg15.cec.be

Références:
COM (96) 66 Final
du 21/02/96

Pour plus d'informations,
vous pouvez contacter
Bernard Posner,
DG XVI/E-3
TEL: (+32.2)295 48 45
FAX: (+32.2)296 17 36
E-mail: E3@dg15.cec.be

Résumé

La Commission a adopté le 7 février 1996 une nouvelle proposition, simplifiée, de directive concernant la coordination des procédures relatives aux offres publiques d'achat (13^{ème} directive "droit des sociétés"). Son objectif est d'assurer aux actionnaires des sociétés cotées en bourse des garanties équivalentes au sein du marché unique lorsque leurs entreprises changent de mains et de définir un minimum de règles pour la conduite et la transparence des offres publiques d'achat.

A new and streamlined proposal for a Directive to co-ordinate procedures for takeover bids (the 13th Company Law Directive) was put forward on 7 February 1996 by the Commission. The proposal would ensure that, within the Single Market, shareholders of listed companies enjoyed equivalent safeguards in the case of a change of control and would provide for minimum guidelines for the conduct and transparency of takeover bids. However, the proposal would leave to Member States the choice of how best to meet these requirements, in line with their existing traditions and structures, unlike the previous proposal (put forward in 1989 and amended in 1990) which would have imposed very detailed rules on the Member States.

A pragmatic approach on takeovers

The new proposal is for a "framework" Directive which would establish the same general principles to govern the conduct of takeovers as were featured in the previous proposal, but no longer includes detailed provisions to harmonise how these principles should be applied. Instead, the new proposal would simply require Member States' own rules on takeovers to respect the following principles:

- a) equal treatment for all holders of securities in the target company who are in the same position
- b) persons to whom the bid is addressed must have sufficient time and all necessary information to enable them to take a properly informed decision on the bid
- c) the board of the target company must act in the interests of the company taken as a whole, with particular regard to shareholders' interests
- d) false markets must not be created in the securities of the target company, of the bidding company or any other company concerned by the bid
- e) target companies must not be hindered in the conduct of their affairs for longer than is reasonable by a bid for their securities.

With this approach, Member States would be able to implement the Directive's requirements with their own detailed rules which respected their differing national systems and traditions. The new proposed Directive would therefore provide for a structure which allowed national differences to remain provided that these differences did not undermine the common principles and requirements set out by the Directive at Community level.

Does not a framework Directive run the risk of leaving too many differences remaining between Member States' rules?

The proposal for a framework Directive lays down common principles and a limited number of general requirements which Member States would be required to implement through more detailed rules according to their national practices. Indeed, the draft Directive provides for a structure which permits the maintenance of existing national differences. However, these differences cannot go as far as to undermine the common principles and requirements set out at Community level. In addition, the proposed Directive would introduce new elements in some Member States which might not have been provided for before. For instance, a totally new situation would arise for those Member States which currently have no provisions for the protection of minority shareholders.

Takeover barriers

Opportunities for acquiring companies in different Member States are still uneven. Takeover barriers are mainly due to either the different level of capitalisation of national markets, or to company law provisions which may ensure that the control of a company remains in the hands of "friendly" shareholders even beyond the context of a takeover bid (if for example, certain categories of shares enjoy disproportionate voting rights). There is thus no "level playing field" for takeovers throughout the Union which means that in



ny law:

for Takeovers Directive

practice takeover activity is concentrated in a few Member States. The Commission is aware that these obstacles may hamper the restructuring of Community companies.

Would the draft Directive allow the maintenance of self-regulatory systems?

The draft Directive explicitly encourages voluntary control to be exercised by self-regulating bodies in order to avoid recourse to administrative or judicial actions. It also would not affect the power that courts may have in a Member State to decline to hear legal proceedings and to decide whether or not such proceedings affect the outcome of the bid. Furthermore, authorities designated under the Directive to supervise the respect of takeover rules could be private bodies and could enjoy a large degree of discretion in exercising their responsibilities.

One aspect of the proposed 13th Directive relevant to takeover barriers is a provision which prevents the board of the target company from taking defensive measures which may frustrate the bid without having the authorisation of the general meeting of shareholders. This is to ensure that the interests of shareholders are fully taken into account. However, other takeover obstacles are not tackled by the draft 13th Directive because measures to this end have already been adopted by the Council of Ministers or are pending. The 2nd Company Law Directive (77/91/EEC) was amended in 1992 (EC Official Journal N°L 347 of 28/11/1992), with effect from 1 January 1994, so as to extend the rules on the acquisition of the company's own shares to cover acquisitions by subsidiaries. An amendment to the proposal for a 5th Company Law Directive on the structure of public limited companies (O.J. N°C321 of the 12/12/1991), which is still pending, would ensure a broader respect of the principle of proportionality between the shareholder's stake in the capital and his voting

rights and facilitate changes in the composition of companies' boards.

Protection of minority shareholders

The proposed Directive aims at ensuring an adequate level of protection for minority shareholders throughout the Union in the case of a change of control of a listed company. Member States would not have to adopt the full mandatory bid method, as was the case in the previous proposal, if they could demonstrate that in their own jurisdiction minority shareholders were given proper protection by alternative means which were just as effective.

Is the mandatory bid considered the only means of protecting minority shareholders?

No. In contrast to the previous proposal, the full mandatory bid (i.e. a requirement to launch a bid for 100% of the shares once a person acquires shares with at least one third of the voting rights) is not specified by the new draft Directive as the only means to protect minority shareholders. Member States would not have to adopt the mandatory bid if they provided for other appropriate and at least equivalent means in order to protect the minority shareholders of a listed company.

Supervisory authorities

The proposed Directive also aims at ensuring that when a takeover occurs, it takes place in a context of legal security where all interested parties have prior knowledge of the conditions under which they should operate. To that end, the new proposal covers most of the field covered by the previous proposal but in a less detailed way. The new proposal retains the obligation for Member States to designate an authority to supervise all aspects of the bid and to ensure that rules are in force giving effect to the requirements for the necessary degree of information and disclosure during the takeover bid. Such an authority could be a self-regulating body recognised by the public authorities in a Member State.

Resümee

Die Kommission hat am 7. Februar 1996 einen neuen vereinfachten Vorschlag für eine Richtlinie über Übernahmeangebote (13. Gesellschaftsrechtsrichtlinie) angenommen. Ziel dieser Richtlinie ist es, für Aktionäre börsennotierter Gesellschaften gleichwertige Schutzbestimmungen bei Unternehmensübergängen im Binnenmarkt und Mindestregeln für die Durchführung von Übernahmeangeboten und die Gewährleistung der Transparenz solcher Vorgänge einzuführen. Im Unterschied zum ersten Vorschlag bleiben die Anwendungsmodalitäten den Mitgliedstaaten überlassen.

References:

Proposal for a
13th Company Law
Directive concerning
takeover bids
COM(95)655 Final of
7/02/1996

For more information,
please contact
Françoise Blanquet
DG XVID-2
TEL: (+32.2)295 78 18
FAX: (+32.2)295 63 77
E-mail: D2@dg15.cec.be



Protection juridique

La Commission pré

Summary

The Commission adopted on 6 March 1996 a Green Paper on the legal protection of encrypted services (pay television, video on demand, games supplied on request, interactive teleshopping, etc.). In the Commission's view, the fragmentation of national rules protecting these services against piracy creates obstacles to the free movement of services in the Single Market. The Green Paper concludes that it is necessary to harmonise national legislation in order to ensure the development of a European market in encrypted services in the framework of the Information Society. The Green Paper will form the basis for wide-ranging consultations to be held with interested parties between now and 31 May 1996 in order to enable the Commission to take a final decision, in the course of this summer, on whether Community action is needed and, if so, what form it should take.

La Commission a adopté le 6 mars 1996 un Livre vert sur la protection juridique des services cryptés (télévision à péage, vidéo et jeux sur demande, commerce électronique, etc.). Dans ce Livre vert, la Commission estime que la disparité des réglementations nationales visant à protéger ces services de la piraterie (réception sans paiement) crée des entraves à la libre circulation des services dans le marché unique. D'après l'analyse de la Commission, une harmonisation des législations nationales est nécessaire si l'on veut assurer le développement d'un marché européen de nouveaux services cryptés dans le cadre de la Société de l'Information. Le Livre vert fera l'objet d'une vaste consultation des milieux intéressés d'ici le 31 mai 1996, pour permettre à la Commission de trancher définitivement au cours de l'été 1996 sur la nécessité et sur la nature d'une éventuelle intervention communautaire.

Un marché en plein développement

Le Livre vert couvre tous les services qui ont recours au cryptage pour assurer le paiement d'une redevance, à savoir tout service, transmis ou retransmis par n'importe quel moyen technique, dont le signal est altéré ou modifié de sorte à en restreindre l'accès à un public déterminé. Il s'agit, par exemple, des services de radiodiffusion cryptés traditionnels (télévision à péage), des nouveaux services de radiodiffusion (télévision numérique, 'pay-per-view', quasi vidéo à la demande) et de certains services de la société de l'information (vidéo à la demande, livraison de jeux à la demande, commerce électronique).

Ces services représentent un marché en plein développement, grâce surtout à l'avènement de la technologie numérique, qui va permettre l'augmentation de la capacité de communication. De plus, à cause de leur spécialisation, la dimension

transnationale s'avérera pour eux une véritable nécessité. Cependant, leur développement est rendu plus difficile à cause de la piraterie. En effet, à côté des fabricants de dispositifs de décodage officiels, une industrie florissante de fabricants non autorisés produit et commercialise des dispositifs de décodage (décodeurs, "smart cards") illicites qui permettent la réception du service sans avoir réglé la redevance.

Nécessité d'une initiative communautaire

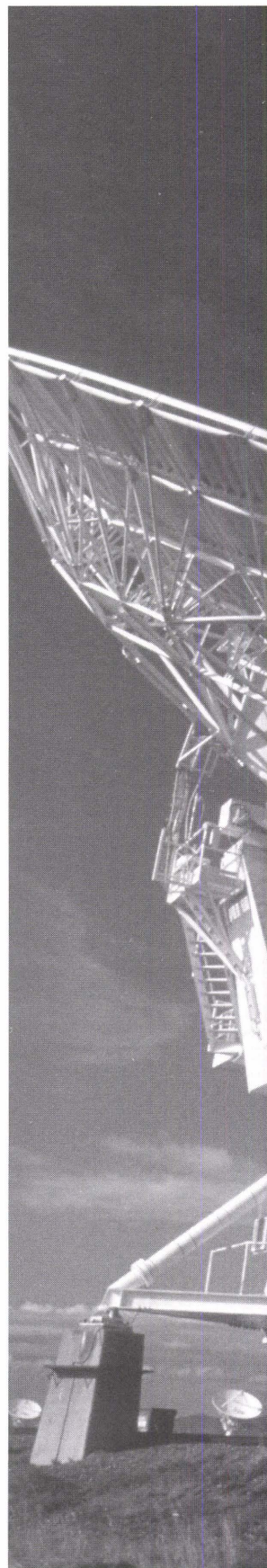
Pour mettre fin à cette situation, certains Etats membres ont adopté des réglementations spécifiques contre la fabrication et la distribution de dispositifs de décodage illicites. D'autres sont en train d'adopter des dispositions dans ce sens; quelques uns, enfin, ne disposent pas encore de réglementation spécifique.

Après avoir effectué l'analyse des approches réglementaires nationales, le Livre vert conclut que l'absence d'un niveau de protection juridique équivalent dans tous les Etats membres entraîne un dysfonctionnement du marché unique. Elle crée un certain nombre d'obstacles à la libre circulation des services cryptés et des dispositifs de décodage et entraîne de nombreuses distorsions de concurrence entre les opérateurs des différents Etats membres. Par ailleurs, l'actuelle disparité des solutions réglementaires est perçue par les milieux professionnels comme une entrave majeure au développement d'un marché européen des nouveaux services cryptés.

A la lumière de cette situation, la Commission envisage dans le Livre vert de proposer une initiative visant à harmoniser les législations nationales dans ce domaine.

Quel genre d'initiative est envisagée ?

Une telle initiative devrait interdire la fabrication, la vente, l'importation d'un pays tiers, la détention à des fins



des services cryptés:

ente un Livre vert



commerciales ou privées, l'installation ou la promotion commerciale de dispositifs de décodage destinés à permettre l'accès aux services cryptés sans l'autorisation de l'organisme crypteur. L'acte de décodage sans autorisation de services cryptés serait également interdit. Les Etats membres seraient tenus d'adopter des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives en cas de violation et de permettre à toute partie intéressée d'entamer une action en dommages et intérêts.

Mario Monti, le commissaire européen en charge du Marché Unique qui a présenté ce Livre vert en accord avec Marcelino Oreja (audiovisuel) et Martin Bangemann (technologies de l'information et télécommunications), a indiqué qu'il s'agissait d'une étape importante dans la mise en place d'un cadre réglementaire du marché intérieur pour la société de l'information. Selon M. Monti, "la viabilité des services cryptés et la réalisation de la société d'information en Europe seraient compromises si ces services n'étaient pas protégés contre la piraterie dans l'ensemble du marché unique. Les consultations que nous allons mener sur la base de ce Livre Vert nous aideront à rechercher des solutions coordonnées au niveau communautaire aux problèmes de la réception sans paiement, tout en limitant au strict minimum la production de nouvelle législation".

Resümee

Am 6. März 1996 nahm die Kommission ein Grünbuch über den rechtlichen Schutz verschlüsselter Dienste im Binnenmarkt an (Pay-TV, Video auf Abruf, Telespiele auf Abruf, interaktives Teleshopping usw.). Nach Auffassung der Kommission behindern die uneinheitlichen Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten zum Schutz dieser Dienste vor Piraterie den freien Dienstleistungsverkehr im Binnenmarkt. Das Grünbuch kommt zu dem Schluß, daß eine Harmonisierung der einzelstaatlichen Regelungen notwendig ist, um die Entwicklung eines europäischen Markts der verschlüsselten Dienste im Rahmen der Informationsgesellschaft zu gewährleisten. Bis zum 31. Mai 1996 wird auf der Grundlage des Grünbuchs eine umfassende Konsultation mit allen Beteiligten stattfinden, damit die Kommission im Sommer dieses Jahres endgültig entscheiden kann, ob und in welcher Form Handlungsbedarf auf Gemeinschaftsebene besteht.

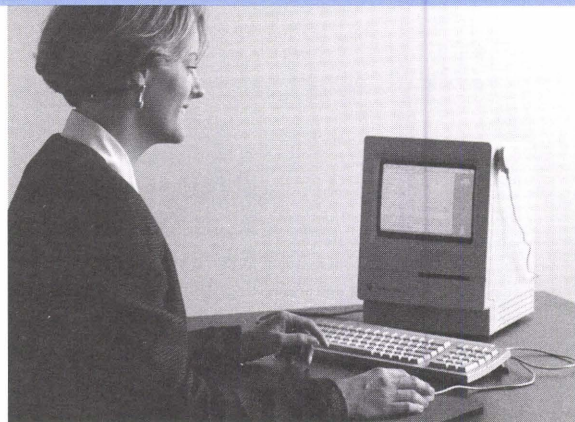
Références:
COM (96) 76 final
du 6/06/96

Pour plus d'informations,
vous pouvez contacter
Egidio Guerrerri, DG XV/E-5
TEL: (+32.2)296 32 57
FAX: (+32.2)295 77 12
E-mail: E5@dg15.cec.be

Legal protection of databases:

Definitive adoption of the Directive

The Directive on the Legal Protection of Databases was definitively adopted by the Council on 26 February 1996. The Directive creates a new exclusive "sui generis" right for database makers, valid for 15 years, to protect their investment of time, money and effort, irrespective of whether the database is in itself innovative. The Directive will also harmonise copyright law applicable to the structure of databases. The Directive's provisions will apply to both electronic and paper-based databases.



parts of the database by third parties. However, this new form of protection should not affect the rights of traditional right holders, in particular of creators of works incorporated in the contents of a database.

The "sui generis" protection is valid for a period of 15 years, subject to renewal when new substantial investments take place. The same level of protection is available within the Single Market for all databases manufactured within the Community. Such protection may be extended, in the future, to databases manufactured in third countries, if their legislation provides for a similar level of protection for Community databases.

Appropriate protection for creators and investors

The Directive strikes a balance between the interests of the manufacturers of databases and the legitimate interests of their users. Particular account has been taken of situations in which the extraction of contents of databases is required for teaching purposes as well as for scientific research.

An essential element for the Information Society

With the advent of the Information Society, the protection of databases takes on added importance, as most services will be provided from an electronic database available on-line or off-line (CD-ROM, CD-i, etc). Databases will also have a major impact on the creation of new multimedia products. It is therefore essential that the EU provides a clear and well-defined level of protection for databases so as to ensure an attractive environment for investment while safeguarding users' interests.

"This innovative and comprehensive measure will ensure an appropriate level of protection for database makers and investors throughout the EU", commented Single Market Commissioner Mario Monti. "Such protection is essential to encourage the investment necessary to make the Information Society a commercially viable reality in Europe. By adopting this Directive, the EU has shown an example in this field to the rest of the world". The Directive is due to be implemented by Member States no later than 1 January 1998. It is expected that this legal innovation will receive significant attention by the Community's most important trading partners, as well as in international fora dealing with intellectual property rights.

Creation of a new "sui generis" right

The main feature of this new Directive is the creation of a new exclusive economic right protecting substantial investments made by manufacturers of databases. This new "sui generis" right will be granted to database makers to protect their investment of time, money and effort to establish a database, regardless of whether the database is in itself innovative. In addition, the Directive will provide for harmonisation of elements of copyright law applicable to the structure of databases.

On the basis of the new Directive, manufacturers of databases will be in a position to prohibit the extraction and/or reutilisation of the entirety or substantial

Résumé

La directive concernant la protection juridique des bases de données a été définitivement adoptée par le Conseil le 26 février 1996. Cette directive instaure un nouveau droit "sui generis" qui protège pendant 15 ans les investissements en temps, en moyens financiers et en travail des fabricants de bases de données, que celles-ci aient ou non un caractère intrinsèquement innovateur. Elle a également pour objet d'harmoniser la législation sur le droit d'auteur applicable à la structure des bases de données. La directive, qui devra être transposée dans les législations nationales pour le 1er janvier 1998, s'applique aussi bien aux bases de données électroniques qu'à celles sur support papier.

Resümee

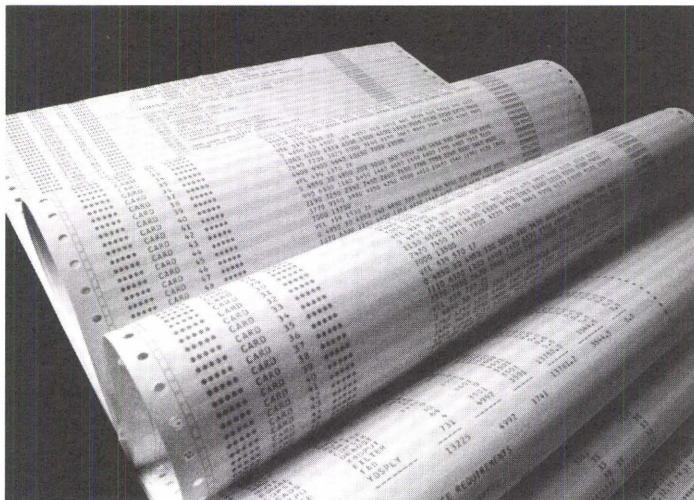
Die Richtlinie über den Rechtsschutz von Datenbanken ist am 26. Februar 1996 definitiv vom Rat erlassen worden. Mit dieser Richtlinie wird ein neues Recht "sui generis" eingeführt, das den Zeit-, Finanz- und Arbeitsaufwand der Urheber von Datenbanken fünfzehn Jahre lang schützt, unabhängig davon, ob die Datenbanken innovativen Charakter haben. Gleichzeitig soll das auf die Struktur von Datenbanken anwendbare Urheberrecht der Mitgliedstaaten harmonisiert werden. Die Richtlinie, die zum 1. Januar 1998 in innerstaatliches Recht umgesetzt sein soll, gilt sowohl für elektronische Datenbanken als auch für Sammlungen, die auf Papier fixiert sind.

For more information, please contact
Jens Gaster, DG XVI/E-4
TEL: (+32.2)296 19 73
FAX: (+32.2)295 09 92
E-mail: E4@dg15.cec.be

Data Protection:

First steps to implement the Directive

The process of implementing the recently approved framework Directive on the processing of personal data (Directive 95/46/EC¹) has now begun in all Member States. At the European level, the Working Party on the protection of



individuals with regard to the processing of personal data, established under the Directive met for the first time on 17 January 1996, in response to requests from Member States' data protection authorities for an early start to work.

Peter J. Hustinx, President of the Dutch data protection authority has been elected chairman. The Working Party comprises a representative of the Commission and representatives of national independent data protection authorities and exists to advise the Commission on data protection matters. By pooling national expertise, it will foster a coherent approach to the application of the broad principles of the Directive. One of the principal tasks of the Working Party is to advise the Commission on the level of protection in the Community and in third countries.

An initial discussion took place on the level of privacy protection in third countries. The Directive imposes restrictions on data transfers to countries which do not ensure an adequate level of protection of privacy. It is important to ensure that transfers which are essential to the functioning of business key sectors may take place in conformity with the Directive. Flight reservation schemes, credit card manage-

ment, operation of on-line services, personnel and sales management of international firms are all areas which rely on substantial transfers of personal data to third countries.

In this context a detailed study on the protection of privacy in the United States has already been undertaken for the Commission. This study, carried out by Professors Reidenberg (Columbia University) and Schwartz (University of Arkansas) under the direction of Professor Simitis (University of Frankfurt), was presented to the Working Party by the authors.

This type of reflection will be further developed on the basis of sectoral studies on transfers of data in relation to certain business sectors, and on a new horizontal study to develop a methodology to address these issues. This work will help the Commission to decide, as foreseen by the Directive, whether a given third country ensures an adequate level of protection. This decision will be taken with the assistance of a Management Committee of representatives of the Member States which is also established by the Directive. This Management Committee is due to commence work later in the year.

Finally an initial exchange of information took place on the current application of data protection law to the media in the light of the Directive's requirement to strike a balance between freedom of expression and the right to privacy.

¹ The Directive has the objective of ensuring the freedom to exchange personal data, an essential requirement for the provision of services within the Single Market, while guaranteeing an adequate level of protection for the fundamental rights and freedoms of individuals and in particular for the right to privacy (EC Official Journal N° L 281 of 23/11/1995). For more details see Single Market News of November 1995).

EN BREF

Conférence sur la propriété intellectuelle et la Société de l'Information

La DGXV organise du 2 au 4 juin 1996 à Florence une conférence sur le droit d'auteur et les droits voisins dans la Société de l'Information. Cette conférence vise à mettre en lumière les résultats de la consultation menée dans le cadre du Livre vert sur le droit d'auteur et les droits voisins adopté le 19 juillet 1995 (voir article p. 22) et à susciter un débat sur les perspectives d'actions futures de la Communauté. Ces échanges permettront également de souligner l'importance de la coopération, tant au niveau européen que mondial, pour le développement du droit d'auteur et des droits voisins. La conférence s'adresse aux ayants-droit et intervenants spécialisés qui souhaitent mieux comprendre les conséquences juridiques de l'émergence de la Société de l'Information sur les régimes de droit d'auteur et de droits voisins et qui souhaitent prendre une part active aux mutations de ce secteur.

For more information, please contact Carole Croella DG XVII-4
TEL: (+32.2)296 60 63
FAX: (+32.2)295 09 92
E-mail: E4@dg15.ccc.be

For more information, please contact
Francesco Ruggeri Laderchi,
DG XV/D-1
TEL: (+32.2)295 08 15
FAX: (+32.2)296 80 10
E-mail: DI@dg15.ccc.be

Copyright in the Information Society:

EC legislative measures are necessary

The importance of technical systems for identifying and protecting copyrighted works and other protected matter, as well as the need to rationalise the management of the rights within the framework of the Information Society was recognised by interested parties at a hearing organised by the European Commission in Brussels on 8 and 9 January 1996. The hearing formed part of the consultation process of the Green Paper on copyright and related rights in the Information Society adopted by the Commission on 19 July 1995. The hearing was attended by more than two hundred and fifty representatives of right holders, industry, users, relevant international organisations, Member States and non-EU countries.

A consensus emerged from the hearing on the importance of the role of technical systems to allow the identification of works and other protected matter, and of the various right holders, with a view to

improving control of access to and use of the works and other protected matter, as well as to managing remuneration of the right holders. The vast majority of the participants agreed that these technical initiatives should be developed on a voluntary basis and be guided by market considerations. There was also agreement that these identification and protection systems should be universal and that the standardisation process should aim to achieve single standards recognised worldwide. Once these technical systems have been developed by the interested parties, legislative measures to protect their integrity should be adopted, indicated the participants. Civil and even penal sanctions for neutralising, violating or manipulating these systems should be established at the Community level. The Commission specified that it wished to arrive at an international agreement on such legal provisions within the World Intellectual Property Organisation (see Agenda on p.25).

References:

Green Paper on Copyright and Related Rights in the Information Society, COM(95)382 Final - ISBN 927792580-9

For more information, please contact
Carole Croella
DG XVI-E-4
TEL: (+32.2)296 60 63
FAX: (+32.2)295 09 92
E-mail: E4@dg15.cec.be

Droit d'auteur et droits voisins:

Le CES en faveur du Livre vert de la Commission

Le Comité Economique et Social (CES) a donné son appui au Livre vert sur la protection du droit d'auteur et des droits voisins dans la Société de l'Information lors de sa session plénière de janvier 1996. Dans son avis (rapporteur: Robert J. Moreland), rendu le 31 janvier, le CES marque son accord sur le fait que le droit applicable doit être celui du pays d'origine, mais estime qu'il faut donner à l'ayant-droit les moyens de faire respecter ses droits sur le territoire où la diffusion a lieu. Selon le CES, les priorités sont notamment:

- l'épuisement des droits: sauf dans certains cas limités: le détenteur d'un droit de propriété intellectuelle devrait conserver l'entier contrôle sur l'importation et sur toute distribution ultérieure de produits auxquels son droit est applicable. Il estime également que la copie à des fins commerciales doit être interdite de la manière la plus catégorique;

- le droit de diffusion/transmission numérique: la transmission devrait être couverte par les droits exclusifs des ayants-droit, notamment le droit exclusif de mettre les oeuvres à disposition du public;
- le droit moral: la facilité avec laquelle les oeuvres numérisées peuvent être modifiées implique un droit moral fort. La renonciation au recours à ce droit devrait cependant être autorisée dans des cas bien précis;
- la gestion des droits: il est prématuré d'envisager une gestion centralisée des droits. Si les auteurs souhaitent placer collectivement leurs droits sous licence, on peut supposer qu'ils se regrouperont à cet effet sans intervention au niveau de l'Union européenne.

A noter que le CES estime qu'il faudrait aborder la question des oeuvres générées par ordinateur dans le Livre vert.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Joao Pereira Dos Santos
(section "industrie" CES)
TEL: (+32.2)546 92 45
FAX: (+32.2)546 97 57

Importations parallèles de voitures: *La Cour donne le feu vert aux revendeurs indépendants*

Dans deux arrêts rendus le 15 février 1996 (Affaires C-226/94 et C-309/94), la Cour de Justice a estimé que les revendeurs indépendants sont libres de se procurer des automobiles neuves par la voie d'importations parallèles. La Cour avait été saisie d'une question préjudicielle par le Tribunal de Commerce d'Albi et de Lyon dans le cadre de litiges opposant des concessionnaires automobiles agréés (Citroën, Ford, Honda, Peugeot, Renault et Nissan) à des négociants indépendants du circuit de distribution existant entre les concessionnaires et les revendeurs ou les intermédiaires agréés. La question posée était de savoir si le règlement 123/85 de la Commission (Journal Officiel CE N°L15 du 18/01/1985) autorisant certains accords de distribution et de service de vente et d'après-vente d'automobiles, permet de faire obstacle aux activités de

revente de véhicules neufs par un opérateur qui n'est ni un revendeur agréé d'un réseau de distribution, ni un intermédiaire mandaté.

La Cour a constaté que le règlement 123/85 est un règlement d'exemption à l'article 85 §1 du Traité CE qui interdit les accords et pratiques concertées entre entreprises. Cette exemption est destinée à permettre aux fournisseurs et à leurs distributeurs de régir leurs activités sur base d'accords contractuels, mais n'a pas pour fonction de réglementer les activités des tiers comme les revendeurs indépendants. Par conséquent, la Cour a considéré qu'un opérateur qui n'est pas lié contractuellement à un concessionnaire est libre de se procurer des véhicules neufs de cette marque notamment par voie d'importations parallèles et de commercialiser ces véhicules.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Ghyslaine Guisolphe DG XV/B-1
TEL: (+32.2)295 18 60
FAX: (+32.2)295 71 91
E-mail: B1@dg15.cec.be

Arrêts novembre/décembre 1995

- Arrêt de la Cour du 14/11/1995 dans l'affaire C-484/93 (demande de décision préjudicielle du Conseil d'Etat du Luxembourg): libre circulation des capitaux (Journal Officiel CE N°C31 du 3/2/1996).
- Arrêt de la Cour du 30/11/1995 dans l'affaire C-55/94 (demande de décision préjudicielle du Consiglio Nazionale Firenze): directive 77/249/CEE/libre prestation de services/ouverture d'un cabinet d'avocat (JOCE N°C31 du 3/2/1996).
- Recours introduit le 8/12/95 par la Commission contre l'Irlande (affaire C-387/95) pour non-notification des mesures de transposition de la directive 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance (JOCE N°C31 du 3/2/1996).
- Recours introduit le 15/12/95 par la Commission contre la Belgique (affaire C-393/95) pour ne pas avoir adopté dans le délai prescrit les dispositions pour se conformer à la directive 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurances (JOCE N°C31 du 3/2/1996).
- Recours introduit le 15/12/95 par la Commission contre l'Irlande (affaire C-394/95) pour ne pas avoir notifié les mesures de transposition de la directive 91/371/CEE relative à l'application de l'Accord entre la CE et la Suisse concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie (JOCE N°C31 du 3/2/1996).
- Arrêt de la Cour du 7/12/95 dans l'affaire C-45/94 (demande de décision préjudicielle du Tribunal Supérieur de Justice de Andalousia): libre circulation des marchandises/acte d'adhésion de l'Espagne/taxe d'effet équivalent à un droit de douane (JOCE N°C46 du 17/2/1996).
- Recours introduit le 5/12/95 par le Parlement européen contre le Conseil (affaire C-392/95) demandant l'annulation du règlement CE 2317/95 déterminant la liste des pays tiers dont les ressortissants doivent être munis d'un visa lors du franchissement des frontières extérieures d'un Etat membre (JOCE N°C46 du 17/2/1996).
- Demande de décision préjudicielle présentée par jugement du Tribunal de commerce de Nice rendu le 1er février 1995 dans l'affaire C-410/95: Société des grands garages méditerranéens SA et Société Nissan France contre Société Nice-Ouest automobiles/règlement CEE 123/85/importations parallèles de voitures (JOCE N°C46 du 17/2/1996).

Au Journal Officiel CE

■ N°C26 du 31/1/1995

- Convention relative à l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et la Suède à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices des entreprises associées.

■ N°C28 du 1/2/1996

- Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/16/CEE visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres et conférant compétence à la Commission pour la mise à jour de ces articles.

■ N°L28 du 6/2/1996

- Règlement CE n°216/96 du 5/2/1996 portant règlement de procédure des chambres de recours de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles).

■ N°L30 du 8/2/1996

- Recommandation de la Commission du 12/01/1996 complémentaire à la recommandation 93/216/CEE relative à la carte européenne d'armes à feu.

■ N°L31 du 9/2/1996

- Décision de la Commission du 16/01/1996 modifiant la décision 91/448/CEE concernant les lignes directrices pour la classification visée à l'article 4 de la directive 90/219/CEE relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés.

■ N°C39 du 12/2/1996

- Avis du Comité Economique et Social sur le thème "Vers la Société de l'Information".
- Avis du Comité Economique et Social sur le rapport de la Commission sur le marché unique en 1994.

■ N°L37 du 15/2/1996

- Décision de la Commission du 6/2/1996 concernant la mise sur le marché d'un produit consistant en un organisme génétiquement modifié (semences de colza hybride tolérant aux herbicides) en application de la directive 90/220/CEE.

■ N°C63 du 2/3/1996

- Appel à manifestation d'intérêt pour l'assistance technique dans le domaine du Marché Intérieur et des services financiers

■ N°C66 du 4/3/1996

- Question écrite E-2491/95 posée par Jannis Sakellariou (PSE) à la Commission: discriminations à l'encontre des citoyens de l'Union dans le cadre d'achats immobiliers.
- Question écrite E-2689/95 posée par Jose Valverde Lopez (PPE) à la Commission: transposition par l'Espagne de la directive concernant l'assurance responsabilité civile/circulation automobile.
- Question écrite E-2695 posée par Jose Valverde Lopez (PPE) à la Commission: transposition par l'Espagne de la directive portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services.
- Question écrite E-2696/95 posée par Jose Valverde Lopez (PPE) à la Commission: transposition par l'Espagne des dispositions de la directive concernant l'assurance directe sur la vie.
- Question écrite E-2929/95 posée par Peter Skinner (PSE) à la Commission: vente de la carte verte d'assurance au Royaume-Uni aux automobilistes voyageant à l'étranger.

■ N°L57 du 7/3/1996

- Décision du Comité mixte de l'EEE N°69/95 du 15/12/1995 modifiant l'annexe IX (services financiers) de l'accord EEE suite à l'adaptation de la directive 89/647/CEE relative au ratio de solvabilité des établissements de crédit.

■ N°62 du 13/3/1996

- Règlement CE N°448/96 de la Commission du 12/3/1996 modifiant le règlement CE N°1239/95 établissant des règles d'exécution du règlement CE N°2100/94 du Conseil en ce qui concerne la procédure devant l'Office communautaire des variétés végétales.

■ N°C74 du 14/3/1996

- Décision du Conseil du 6/2/1996 portant nomination des membres du Comité consultatif pour la formation dans le domaine de l'architecture.
- Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 94/80/CE du Conseil fixant modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité.

■ N°L65 du 15/3/1996

- Directive 96/12/CE de la Commission du 8/3/1996 modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques.

Publications

Libre circulation des services: guide de la jurisprudence

Un "Guide de la jurisprudence de la Cour relative aux Articles 59 et ss du Traité CE" (libre circulation des services), élaboré par la Commission, vient d'être mis à jour. Le Guide présente l'évolution de l'interprétation de la Cour de Justice de ces articles de manière opérationnelle et systématique. Il représente un outil de travail précieux pour toutes les personnes concernées de près ou de loin par la libre circulation des services (entreprises, juristes, monde académique, consommateurs, etc.).

Le principe de la libre circulation des services à l'intérieur de l'Union européenne garanti par l'Article 59 du Traité CE est souvent mal connu ou sous-estimé. Cela conduit les citoyens et les entreprises à renoncer à leurs droits et aux opportunités que le Marché Unique leur offre, une situation d'autant plus malheureuse que ces opportunités sont destinées à s'accroître à l'avenir, notamment avec l'apparition de nouveaux services interactifs dans le cadre de la Société de l'Information. Cette révolution technologique et économique nécessitera des adaptations juridiques. Mais, le droit communautaire actuel et notamment les principes fondamentaux du Marché Unique, tels qu'interprétés par la Cour de Justice, offrent déjà un cadre juridique solide, fiable et transparent. Au-delà de la législation basée sur cette partie du Traité CE, la Cour de Justice des Communautés européennes a en effet développé une jurisprudence innovatrice et dynamique ayant des incidences importantes pour la pratique juridique dans les Etats membres.

Le guide a été mis à jour au 31 décembre 1995 et est disponible pour le moment en version française uniquement.

**Pour plus d'information,
vous pouvez contacter Marie Hélène Ruske
DG XVIIIE-1
TEL: (+32.2)295.12.60
FAX: (+32.2)295.09.92
E-mail: E1@dg15.cec.be**

The contract for the design, printing and distribution of Single Market News was subject to competitive procurement procedures in line with EC Directives to ensure value for money.

Single Market News is also available on the Commission's World Wide Web server EUROPA URL = http://www.cec.lu/en/comm/dg15/dg15_home.html

AGENDA

Conference on industrial property in European integration

The Commission and the Polish Government are organising a conference on "Industrial Property in European Integration" in Cracow on 15-17 September 1996. It concerns developments to date and the future outlook for industrial property in the Central and Eastern European Countries (CEECs) and in the Union.

Organisations interested in this conference are invited to contact either the firm responsible for organisation or DG XV before 10 May 1996:

- **Kserkop sp.z.o.o., ul. Mazowiecka 60,
PL-30-019 Kraków
TEL:(+48.12) 339 700
FAX:(+48.12) 333 924 or**
- **Daniele Franzone, DG XVIIIE-3
TEL:(+32.2) 295 04 76
FAX:(+32.2) 296.17.36
E-mail:E3 @ dg15.cec.be**

WIPO Diplomatic Conference: 1/21 December 1996

The World Intellectual Property Organisation (WIPO) will organise a Diplomatic Conference from 1 to 21 December 1996 in Geneva. The objective of this Conference is to conclude one or several treaties dealing with the different issues discussed in the context of the Berne Protocol (protection of literary and artistic works) and New Instrument (protection of performers and producers of phonograms).

These issues include:

- a number of authors' rights which will complement the existing Berne Convention;
- a new international agreement dealing with the rights of performers and phonogram producers;
- an international agreement on the protection of works and other subject matters in the Information Society;
- an international agreement on the "sui generis" protection of databases.

**For more information, please contact Maria Martin-Prat DG XVIIIE-4
TEL:(+32.2)296 20 59
FAX:(+32.2)295 09 92
E-mail:E4@dg15.cec.be**

Single Market news



SINGLE MARKET NEWS

Editeur Responsable:

John Farnell DGXV A-1,
Commission européenne
200, Rue de la Loi
B-1049 Bruxelles
Tél.: (322)295 63 97
Fax: (322)296 09 50
295 43 51

Rédaction:

Corinne Cerf
Tél.: (322)512 56 61
Fax: (322)512 76 20

Abonnements:

Marisa Banasiak
Fax: (322)296 09 50
295 43 51

Printing:

Die Keure - Brugge

Cover Photograph:

Eureka Slide

Publication gratuite

Périodique 5 fois / an
Bureau de dépôt
8000 Bruges 1

Reproduction autorisée, sauf à des fins
commerciales, moyennant mention de la source

ISBN 92-827-5444-8



9 789282 754443 >